

Gazette officielle du Québec

Part 2

Laws and
Regulations

Volume 126

23 March
1994
No. 12



11 25
A N S

D'ÉDITION
GOUVERNEMENTALE

• • •
January 16, 1869
January 15, 1994

Québec

LA PREUVE ET LA SIGNATURE DANS L'ÉCHANGE DE DOCUMENTS INFORMATISÉS AU QUÉBEC



Cette publication présente des questions juridiques majeures relatives à l'échange de documents informatisés (EDI). Elle aborde aussi plusieurs aspects technologiques de cette nouvelle façon de faire des affaires qu'est l'EDI.

Les auteurs définissent et décrivent son rôle actuel dans les activités commerciales et professionnelles quotidiennes. On y apprend aussi comment se négocier, se concluent et se signent les transactions commerciales. Enfin, l'ouvrage traite de la manière d'établir la valeur de ces transactions ainsi que des moyens de faire la preuve en cas de contestation de "signature", de perte de document ou de faux.

La preuve et la signature dans l'échange de documents informatisés au Québec
Ministère des Communications
1993 186 pages
EDQ 2-551-15837-0

29,95 \$

Commande postale
Les Publications du Québec
Case postale 1005
Québec (Québec)
G1K 7B5

Vente et information
(418) 643-5150
Sans frais : 1 800 463-2100
Télécopieur : (418) 643-6177



COMMANDE POSTALE

3-058-4/02

Nom _____ N. compte client _____

Adresse _____

Ville _____ Code postal _____ Téléphone (____) _____

Code	Titre	Prix unitaire	TPS 7%	Sous-total	Quant.	Total
EDQ 2-551-15837-0	La preuve et la signature dans l'échange de documents informatisés au Québec	29.95\$	2.10\$	32.05\$		

Frais de port taxes incluses: **4 \$**
Total _____

Cartes de crédit acceptées



Numero _____

Date d'échéance _____

Banque _____

Nom du titulaire _____

Signature _____

Important :

Paiement par chèque ou mandat-poste à l'ordre de «Les Publications du Québec». Prix et conditions de vente modifiables sans préavis.

Également en vente chez votre libraire habituel.



Québec

Gazette officielle du Québec

Part 2 Laws and Regulations

Volume 126
23 March 1994
No. 12

Summary

Table of contents
Regulations and other acts
Draft Regulations
Erratum
Index

Legal deposit — 1st Quarterly 1968
Bibliothèque nationale du Québec
© Éditeur officiel du Québec, 1994

All rights reserved in all countries. No part of this publication may be translated, used or reproduced for commercial purposes by any means, whether electronic or mechanical, including micro-reproduction, without the written authorization of the Québec Official Publisher.

AVIS AUX ANNONCEURS

La *Gazette officielle du Québec* est le journal par lequel le Gouvernement du Québec rend officielles ses décisions. Elle est publiée en deux éditions distinctes. La première, intitulée « Avis juridiques », est publiée au moins à tous les samedis; la deuxième, intitulée « Lois et règlements », est publiée en français et en anglais au moins à tous les mercredis.

Contenu :

La Partie 1 de la *Gazette officielle* contient les avis juridiques dont la publication est requise par des lois ou des règlements ou encore par le gouvernement. Elle est publiée en français seulement.

Normes de recevabilité :

Les avis doivent contenir le minimum d'information requis par les lois et règlements qui régissent leur publication. On peut se référer à la *Gazette officielle* pour y retrouver des avis déjà publiés et les utiliser comme modèles. Les avis doivent être dactylographiés. Les annonceurs doivent fournir une lettre d'accompagnement indiquant clairement leurs nom et adresse, leur numéro de téléphone et le nombre de publications requises pour chaque avis.

Conditions générales :

Les manuscrits doivent être reçus au bureau de la *Gazette officielle* au plus tard à 12 h, le jeudi précédant la semaine de publication. Les avis reçus après cette date seront reportés à l'édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec se réserve le droit de retarder ou de refuser la publication de certains documents, à cause de leur longueur, de leur mauvaise formulation ou pour toute autre raison d'ordre administratif.

Les frais de publication sont payables à l'avance et doivent être acquittés par mandat ou par chèque émis à l'ordre de : « Les publications du Québec ». Un exemplaire de la *Gazette officielle* est automatiquement expédié comme preuve de publication pour chaque avis publié.

Toute demande d'annulation doit être faite par écrit et être reçue avant l'heure de tombée. Les frais déjà encourus sont facturés à l'annonceur à qui l'on rembourse tout montant versé en trop.

Si une erreur typographique se glisse dans une première publication, les annonceurs sont priés d'en aviser le responsable de la *Gazette officielle* avant la seconde publication. Les demandes de corrections au texte original doivent aussi être faites par écrit et être reçues avant l'heure tombée.

Tarif de publication*

Le tarif de publication est de 0,83 \$ la ligne agate quel que soit le nombre de parutions.

Tarif de traduction*

Le tarif de traduction est de 20,64 \$ les 100 mots.

Tarif pour les feuilles volantes*

Le prix de vente pour les feuilles volantes est de 0,72 \$ l'unité.

Prix à l'exemplaire*

Le prix d'un exemplaire de la *Gazette officielle du Québec* est de 5,32 \$.

Les demandes de publication d'avis doivent être adressées comme suit :

Gazette officielle du Québec
1500 D, boul. Charest Ouest

1^{er} étage
Sainte-Foy (Québec)

G1N 2E5
Téléphone: (418) 644-7794
(418) 644-7795

Tous les abonnements sont payables à l'avance. Faire parvenir votre chèque ou mandat-poste émis à l'ordre de « Les Publications du Québec ». Aucune réclamation après 90 jours.

Tarif d'abonnements*

Partie 1 « Avis juridiques »: 64 \$ pour 12 mois
Partie 2 « Lois et règlements »: 93 \$ pour 12 mois
Partie 2 « Laws and Regulations »: 93 \$ pour 12 mois.

Toute correspondance concernant les abonnements doit être adressée au :

Service à la clientèle
Division des abonnements
C.P. 1190
Outremont (Québec)
H2V 4S7
Téléphone: (514) 948-1222

Prière de faire part de tout changement d'adresse six semaines avant la date du déménagement et de retourner l'étiquette portant l'ancienne adresse.

* Taxes non comprises

Table of contents

Page

Regulations and other acts

322-94	Supplementary benefits plan for judges (Amend.)	1211
324-94	Cree Hunters and Trappers Income Security Board — Certain contracts	1212
327-94	Child day care, An Act respecting... — New centres and agencies — Fixing and allotment for 1993-1994 of the number of places	1213
330-94	Caisse de dépôt et placement du Québec — External management (Amend.)	1249
339-94	Designation of certain American States for the purposes of the Act respecting reciprocal enforcement of maintenance orders	1250
350-94	Société immobilière du Québec, An Act respecting the... — Delegation of signature (Amend.) .	1251

Draft Regulations

Bulk trucking	1253
Commission des transports du Québec — Rules of practice and rules for the internal management	1254
Services contracts of government departments and public bodies	1255
Speech therapists and audiologists — Division of territory into regions for the purposes of elections to the Bureau	1257

Erratum

262-94	Building service — Montréal	1259
260-94	Casket	1259
261-94	Men's clothing	1259





Regulations and other acts

Gouvernement du Québec

O.C. 322-94, 9 March 1994

Courts of Justice Act
(R.S.Q., c. T-16)

Supplementary benefits plan for judges — Amendments

Order to amend the Supplementary benefits plan for judges covered by the pension plan established under Part VI of the Courts of Justice Act

WHEREAS under the second paragraph of section 122 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., c. T-16), the Government may establish, in respect of judges to whom the pension plan established under Part VI of that Act applies, a plan providing for supplementary benefits payable from the date on which benefits become payable under the pension plan;

WHEREAS under that paragraph, the Government may also include in the supplementary benefits plan provisions concerning the payment of benefits to the spouse and children of a judge;

WHEREAS by Order in Council 326-93 dated 17 March 1993, the Government made the Supplementary benefits plan for judges covered by the pension plan established under Part VI of the Courts of Justice Act;

WHEREAS under section 123 of the Courts of Justice Act, any order made pursuant to sections 115 to 122.3 of that Act comes into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec* or on any earlier or later date fixed therein;

WHEREAS under section 11 of the Regulations Act (R.S.Q., c. R-18.1), no proposed regulation may be made or submitted for approval before the expiry of 45 days from its publication in the *Gazette officielle du Québec*, or before the expiry of the period indicated in the notice accompanying it or in the Act under which the proposed regulation may be made or approved, where the notice or the Act provides for a longer period;

WHEREAS the text of the Order to amend the Supplementary benefits plan for judges covered by the pension plan established under Part VI of the Courts of Justice Act was published as a draft regulation in Part 2 of the

Gazette officielle du Québec of 1 December 1993 with a notice that it would be submitted to the Government to be made upon the expiry of 45 days following that publication;

WHEREAS it is expedient to make the Order to amend the Supplementary benefits plan for judges covered by the pension plan established under Part VI of the Courts of Justice Act, so as to grant minimum supplementary benefits in respect of the spouse of certain judges;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Minister for Administration and the Public Service and Chairman of the Conseil du trésor:

THAT the Order to amend the Supplementary benefits plan for judges covered by the pension plan established under Part VI of the Courts of Justice Act, attached hereto, be made.

BENOÎT MORIN,
Clerk of the Conseil exécutif

Order to amend the Supplementary benefits plan for judges covered by the pension plan established under Part VI of the Courts of Justice Act

Courts of Justice Act
(R.S.Q., c. T-16, s. 122)

1. The Supplementary benefits plan for judges covered by the pension plan established under Part VI of the Courts of Justice Act, made by Order in Council 326-93 dated 17 March 1993 and amended by Order in Council 793-93 dated 9 June 1993, is further amended in section 10 by inserting the following after the first paragraph:

“For the purpose of calculating the spouse’s supplementary benefits, the supplementary benefits that would have been received by a judge who elected the plan established under Part VI of the Act or, where applicable, the equivalent plan in force within a municipality pursuant to the legislative provisions granting the right to such an election, who was in office on 30 May 1978 and who dies while in office but before having at least 20 years of service to his credit or before reaching age 70 may not be less than the amount by which 56 % of his average salary for his 5 best paid years of service exceeds the amount of the pension that he would have

received. Notwithstanding the foregoing, where the judge, during the periods provided for in the first paragraph of section 3 and for at least 10 years, held the office of chief judge or associate chief judge or had such status, the supplementary benefits that he would have received, for the purpose of calculating his spouse's supplementary benefits, may not be less than the amount by which 63 % of that average salary exceeds the amount of the pension that he would have received."

2. Section 12 is amended by substituting the following for the first sentence of the second paragraph:

"Notwithstanding the foregoing, where the benefits are calculated pursuant to section 3 or to the second paragraph of section 10, they shall, at the same time, be indexed annually at the rate of increase in the Pension Index, as determined under that Act."

3. This Order comes into force on 1 January 1992.

8274

Gouvernement du Québec

O.C. 324-94, 9 March 1994

Financial Administration Act
(R.S.Q., c. A-6)

An Act respecting the Ministère
des Approvisionnements et Services
(R.S.Q., c. M-23.01)

**Cree Hunters and Trappers Income Security Board
— Certain contracts**

By-law respecting special rules concerning certain
contracts of the Cree Hunters and Trappers Income
Security Board

WHEREAS under section 49.1 of the Financial Administration Act (R.S.Q., c. A-6) and section 7.2 of the Act respecting the Ministère des Approvisionnements et Services (R.S.Q., c. M-23.01), the Government may exempt all the contracts or activities carried on by a public body or certain categories of those activities from the application of government regulations, provided that the public body adopts, by by-law, special rules governing the conditions of those contracts or activities;

WHEREAS the board of directors of the Cree Hunters and Trappers Income Security Board made the By-law respecting special rules concerning certain contracts of the Cree Hunters and Trappers Income Security Board;

WHEREAS under Order in Council 323-94, the Government withdrew certain categories of contracts and certain activities of the Cree Hunters and Trappers Income Security Board from the application of government regulations respecting contracts;

WHEREAS under sections 49.1 and 7.2 mentioned above and Order in Council 104-94 dated 12 January 1994, the by-law of the Board has effect only when approved by the Government upon the recommendation of the Conseil du trésor following the advice of the Minister for Administration and the Public Service and Chairman of the Conseil du trésor;

WHEREAS in accordance with sections 10 and 11 of the Regulations Act (R.S.Q., c. R-18.1), the text of the By-law was published in Part 2 of the *Gazette officielle du Québec* of 1 December 1993 with a notice that it could be submitted for the approval of the Government, with or without amendment, upon the expiry of 45 days following that publication;

WHEREAS the By-law of the Board was the subject of a recommendation of the Conseil du trésor following favourable advice from the Minister for Administration and the Public Service and Chairman of the Conseil du trésor;

WHEREAS it is expedient to approve the By-law with amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister for Administration and the Public Service and Chairman of the Conseil du trésor:

THAT the By-law respecting special rules concerning certain contracts of the Cree Hunters and Trappers Income Security Board, the text of which is attached to this Order in Council, be approved.

BENOÎT MORIN,
Clerk of the Conseil exécutif

**By-law respecting special rules
concerning certain contracts of
the Cree Hunters and Trappers Income
Security Board**

Financial Administration Act
(R.S.Q., c. A-6, s. 49.3.2)

An Act respecting the Ministère
des Approvisionnements et Services
(R.S.Q., c. M-23.01, s. 7.7)

DIVISION 1**SCOPE**

1. This By-law applies to travel services contracts of the Cree Hunters and Trappers Income Security Board.

2. The provisions of the General Regulation respecting the conditions of contracts of government departments and public bodies and the Regulation respecting travel services contracts of government departments and public bodies apply to the contracts referred to in section 1, except to the extent that they are exempted therefrom by the Government and subject to the provisions of this Regulation.

DIVISION 2**SELECTION OF SUPPLIERS**

3. A services contract for a trip by air shall be entered into by the Cree Hunters and Trappers Income Security Board directly with the air carrier or travel agency of its choice where the point of departure is located in the territory identified as the territory covered by the James Bay and Northern Québec Agreement, which is comprised of 2 territorial units situated on either side of the 76th meridian and between the 49th parallel and the 55th parallel.

DIVISION 3**TRANSITIONAL AND FINAL**

4. Procedures for awarding contracts undertaken before the coming into force of this Regulation shall be continued in compliance with the provisions in force at the time the awarding procedures were undertaken.

5. Any contract under performance at the time of the coming into force of this Regulation shall be continued in compliance with the provisions of this Regulation, unless this Regulation is incompatible with a provision of the contract under performance, in which case that provision shall prevail.

6. This By-law comes into force on the fifteenth day following the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec*.

8273

Gouvernement du Québec

O.C. 327-94, 9 March 1994An Act respecting child day care
(R.S.Q., c. S-4.1)**New centres and agencies****— Fixing and allotment for 1993-1994
of the number of places**

Fixing and allotment for 1993-1994 for new centres and agencies of the number of places for which an exemption, financial assistance or grants may be obtained from the Office des services de garde à l'enfance

WHEREAS under section 41.7 of the Act respecting child day care (R.S.Q., c. S-4.1), the Government shall fix and allot annually for new day care and new agencies, according to the criteria, methods and standards it determines by regulation, a number of places for which an exemption, financial assistance or grants may be obtained from the Office des services de garde à l'enfance;

WHEREAS by Order in Council 1845-92 dated 16 December 1992, the Government made the Regulation respecting the annual fixing and allotment for new centres and agencies of the number of places for which an exemption, financial assistance or grants may be obtained, which was amended by Order in Council 188-94 dated 2 February 1994;

WHEREAS certain criteria, methods and standards provided for in sections 12, 15, 19, 27 to 32, 34, 35, 38, 1st par. and 39 of that Regulation are based on data that must be updated annually following the estimate of day-care needs;

WHEREAS that Regulation also provides, in sections 1 to 3, 9 1st par., 10, 11, 13, 16, 17, 2nd and 3rd pars., 22 and 24, criteria, methods and standards establishing the manner in which the fixing and allotment are to be carried out among and within the regions, on the basis of data that must be updated annually following the estimate of day-care needs;

WHEREAS owing to the criteria, methods and standards that are based on the annual updating of data and those that establish the manner in which the fixing and allotment are to be carried out among and within the regions, it is expedient to make a document concerning the fixing and allotment for 1993-1994 of the number of places for which an exemption, financial assistance or grants may be obtained from the Office des services de garde à l'enfance;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Minister for the Status of Women and Family Policy:

THAT the document entitled "Fixing and allotment for 1993-1994 for new centres and agencies of the number of places for which an exemption, financial assistance or



grants may be obtained from the Office des services de garde à l'enfance", attached hereto, be made.

BENOÎT MORIN,
Clerk of the Conseil exécutif

Fixing and allotment for 1993-1994 for new centres and agencies of the number of places for which an exemption, financial assistance or grants may be obtained from the Office des services de garde à l'enfance

Regulation respecting the annual fixing and allotment for new centres and agencies of the number of places for which an exemption, financial assistance or grants may be obtained (Order in Council 1845-92 dated 16 December 1992): ss. 1, 2 and 3

Centres or agencies	Places fixed for 1993-1994	Places that ceased to be in operation during the 1992-1993 fiscal year	Total
Day care offered by a permit holder referred to in subparagraphs 1 to 4 of the first paragraph of section 4 of the Act respecting child day care (R.S.Q., c. S-4.1)	1 350	222	1 572
Day care offered by a permit holder referred to in subparagraph 5 of the first paragraph of section 4 of the Act	520	134	654
Home day care agencies	1 350	—	1 350
School day care	3 100	821	3 921

2. The number of places required per age group so that, by the end of the 1995-1996 fiscal year, 85% of the estimated number of places required for all of Québec in

1988 will have been created for children 0 to 5 years of age and 50% for children 6 to 11 years of age, is indicated in the following table:

Regulation respecting the annual fixing and allotment for new centres and agencies of the number of places for which an exemption, financial assistance or grants may be obtained (Order in Council 1845-92 dated 16 December 1992): s. 1

Age groupe	Estimated number of places required for all of Québec, 1988*	% of satisfaction	Total
0 - 5 years	85 879	85	72 997
6 - 11 years	115 431	50	57 716
TOTAL	201 310		130 713

* Estimate made from the data in the Fichier des allocations familiales, Régie des rentes du Québec, December 1987

3. The estimated number of places to be fixed annually so that, by the end of the 1995-1996 fiscal year, 85 % of the places required for children 0 to 5 years of age and 50 % of the places required for children 6 to 11

years of age will have been created, with 80 % in school day care and 20 % in home day care, is indicated in the following table.

Regulation respecting the annual fixing and allotment for new centres and agencies of the number of places for which an exemption, financial assistance or grants may be obtained (Order in Council 1845-92 dated 16 December 1992): s. 1

	Number of places			
	Day care centres	Home day care	School day care	Total
Places available, places in the process of becoming available since 1988 and the increase in capacity that may be achieved through 1995-1996*	50 749	15 318	41 253	107 320
Fiscal year				
1992-1993	1 870	1 350	3 100	6 320
1993-1994	1 870	1 350	3 100	6 320
1994-1995	1 870	1 350	3 100	6 320
1995-1996	1 870	1 350	3 100	6 320
Places available by the end of 1996	58 229	20 718	53 653	132 600

* Number of places estimated as of 31 December 1992

4. The interregional allotment of places for day care is indicated in the following table.

Regulation respecting the annual fixing and allotment for new centres and agencies of the number of places for which an exemption, financial assistance or grants may be obtained (Order in Council 1845-92 dated 16 December 1992): ss. 9, 1st par., 10, 11, 12, 13, 15, 2nd par., 16, and 17, 2nd and 3rd pars.

Regions	Places required ¹	Number of places allotted	Number of places to be allotted in day care, 41.7, 1 st par., subpar. 1			Number of places to be allotted in day care, 41.7, 1 st par., subpar. 2			% of parents preferring workplace day care	Number of places to be allotted in workplace day care	Rate of coverage
	%		(72 %)	Places no longer in operation, 92-93	Total	(28 %)	Places no longer in operation, 92-93	Total			%
01 Bas St-Laurent	2.1	38	27	—	27	11	—	11	33.0	27	33.8
02 Saguenay-Lac-St-Jean	3.1	56	40	—	40	16	—	16	32.0	40	39.5
03 Québec	8.3	151	109	6	115	42	—	42	20.1	60	62.9
04 Mauricie-Bois-Francs	5.0	91	66	2	68	25	—	25	33.0	60	45.6
05 Estrie	3.4	62	45	—	45	17	—	17	32.0	45	59.1
06 Montréal	27.9	508	366	190	556	142	99	241	34.1	190	80.1
07 Outaouais	6.2	112	81	2	83	31	—	31	32.0	60	29.2
08 Abitibi-Témiscamingue	1.7	31	22	17	39	9	—	9	34.0	39	33.7
09 Côte-Nord	1.2	23	16	—	16	7	—	7	34.0	16	31.6
10 Nord-du-Québec	—	50	—	—	—	—	—	—	33.0	—	25.2
11 Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	1.2	23	16	—	16	7	—	7	33.0	16	34.9
12 Chaudière-Appalaches	4.0	73	53	1	54	20	—	20	33.0	54	41.5
13 Laval	6.0	109	78	—	78	31	—	31	29.2	60	36.5
14 Lanaudière	4.9	89	64	—	64	25	—	25	34.0	60	35.8
15 Laurentides	5.9	107	77	4	81	30	—	30	34.0	60	36.0
16 Montérégie	19.1	347	250	—	250	97	35	132	27.6	69	36.1
TOTAL (all of Québec)	100.0	1 870	1 310²	222	1 532	510³	134	644		856	51.5

1. Those percentages have been applied to 1820 places, since region 10 receives day-care places on the basis of a 50-place average.
2. That result represents 72 % of the 1820 places to be allotted.
3. That result represents 28 % of the 1820 places to be allotted.

5. The proportion of places for day care referred to in subparagraph 2 of the first paragraph of section 41.7 of the Act per administrative region on 31 March 1993 is indicated in the following table.

Regulation respecting the annual fixing and allotment for new centres and agencies of the number of places for which an exemption, financial assistance or grants may be obtained (Order in Council 1845-92 dated 16 December 1992): s. 15

Regions	%
01 Bas St-Laurent	0.0
02 Saguenay-Lac-St-Jean	13.2
03 Québec	24.8
04 Mauricie-Bois-Francs	7.2
05 Estrie	16.2
06 Montréal	34.2
07 Outaouais	10.8
08 Abitibi-Témiscamingue	0.0
09 Côte-Nord	0.0
10 Nord-du-Québec	0.0
11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	6.6
12 Chaudière-Appalaches	17.4
13 Laval	29.1
14 Lanaudière	29.9
15 Laurentides	22.5
16 Montérégie	31.5
Province	26.9

6. The interregional allotment of places for home day care is indicated in the following table.

Regulation respecting the annual fixing and allotment for new centres and agencies of the number of places for which an exemption, financial assistance or grants may be obtained (Order in Council 1845-92 dated 16 December 1992): s. 22

	Rate of coverage	Places that ceased to be in operation in 1992-1993	Places to be allotted	Total
01 Bas St-Laurent	55.3	—	—	—
02 Saguenay-Lac-St-Jean	24.0	—	—	—
03 Québec	18.7	—	150	150
04 Mauricie-Bois-Francs	26.3	—	—	—
05 Estrie	19.5	—	150	150
06 Montréal	14.3	—	150	150
07 Outaouais	24.9	—	—	—
08 Abitibi-Témiscamingue	14.2	—	150	150
09 Côte-Nord	31.2	—	—	—
10 Nord-du-Québec	—	—	—	—
11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	25.1	—	—	—
12 Chaudière-Appalaches	20.3	—	150	150
13 Laval	12.8	—	150	150
14 Lanaudière	13.2	—	150	150
15 Laurentides	12.1	—	150	150
16 Montérégie	12.0	—	150	150
Total		—	1 350	1 350

7. The interregional allotment of places for school day care is indicated in the following table.

Regulation respecting the annual fixing and allotment for new centres and agencies of the number of places for which an exemption, financial assistance or grants may be obtained (Order in Council 1845-92 dated 16 December 1992): s. 24

Regions	% Number of places required ¹	Number of places allotted	Places that ceased to be in operation in 1992-1993	Total
01 Bas St-Laurent	2.8	87	—	87
02 Saguenay-Lac-St-Jean	3.9	121	258	379
03 Québec	7.2	223	47	270
04 Mauricie-Bois-Francs	6.4	199	83	282
05 Estrie	4.2	130	33	163
06 Montréal	20.4	632	82	714
07 Outaouais	5.3	164	21	185
08 Abitibi-Témiscamingue	2.3	71	—	71
09 Côte-Nord	1.4	44	—	44
10 Nord-du-Québec	—	(15) ²	—	(15) ²
11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1.5	47	—	47
12 Chaudière-Appalaches	6.0	186	46	232
13 Laval	5.2	161	10	171
14 Lanaudière	6.2	192	49	241
15 Laurentides	6.9	214	34	248
16 Montérégie	20.3	629	158	787
Total	100.0	3 100	821	3 921

The percentages have been applied to the total of 3 100 places, 15 places in region 10 having been deferred and assigned to that region because, since no application having been made for them, it was not possible to allot them in 1992-93.

² Places not included in the total

8. For the purposes of interregional allotment for day care in regions other than Nord-du-Québec, Montréal and Laval, the rates of coverage and the deficits in places of the regional county municipalities (MRC), the order of priority of the municipalities, and the percentage

of places for day care referred to in subparagraph 2 of the first paragraph of section 41.7 of the Act in municipalities with day care and whose deficit is greater than 100 places are indicated in the following tables.

Regulation respecting the annual fixing and allotment for new centres and agencies of the number of places for which an exemption, financial assistance or grants may be obtained (Order in Council 1845-92 dated 16 December 1992: ss. 19, 27, 28, 29, 30, 34 and 35)

**BAS SAINT-LAURENT REGION (01)
DAY CARE CENTRES**

Municipalities	Order of priority	% places, s. 41.7, 1 ^a par., subpar. 2 in municipalities with day care
1. MRC Témiscouata: rate of coverage 0,0 % (deficit 169)		
Cabano	10	
Dégelis	10	
Notre-Dame-du-Lac	10	
Pohénégamook	10	
Rivière-Bleue	10	
St-Louis-du-Ha! Ha!	10	
St-Michel-du-Squatec	10	
2. MRC Les Basques: rate of coverage 0,0 % (deficit 82)		
Trois-Pistoles	9	
St-Jean-de-Dieu	10	
3. MRC Rivière-du-Loup: rate of coverage 20,5 % (deficit 271)		
Rivière-du-Loup*	8	0.0
St-Antoine	9	
L'Isle-Verte	10	
Notre-Dame-du-Portage	10	
St-Arsène	10	
St-Cyprien	10	
St-Épiphanie	10	
St-Georges-de-Cacouna Paroisse	10	
St-Georges-de-Cacouna Village	10	
St-Hubert	10	
St-Jean-Baptiste-de-l'Isle-Verte	10	
St-Modeste	10	
St-Patrice-de-la-Rivière-du-Loup	10	
4. MRC La Matapédia: rate of coverage 32,4 % (deficit 94)		
Causapscal	10	
St-Léon-le-Grand	10	
Sayabec	10	
Val-Brillant	10	
5. MRC Matane: rate of coverage 32,6 % (deficit 124)		
Matane*	9	0.0
Baie-des-Sables	10	
Les Méchins	10	
Petit-Matane	10	
Ste-Félicité Village	10	

Municipalities	Order of priority	% places, s. 41.7, 1 ^a par., subpar. 2 in municipalities with day care
St-Jérôme-de-Matane	10	
St-Luc	10	
St-René-de-Matane	10	
St-Ulric-de-Matane	10	
6. MRC Kamouraska: rate of coverage 33,8 % (deficit 133)		
La Pocatière*	10	0.0
Mont-Carmel	10	
Rivière-Ouelle	10	
St-Alexandre	10	
Ste-Hélène	10	
St-Gabriel-Lalemant	10	
St-Onésime-d'Ixworth	10	
St-Pacôme	10	
St-Pascal SD	10	
7. MRC La Mitis: rate of coverage 42,9 % (deficit 80)		
Luceville	10	
Price	10	
St-Donat	10	
Ste-Angèle-de-Méridi	10	
Ste-Luce	10	
St-Gabriel	10	
St-Jean-Baptiste	10	
8. MRC Rimouski-Neigette: rate of coverage 58,3 % (deficit 236)		
Rimouski*	8	0.0
Ste-Blandine	9	
Esprit-Saint	10	
Pointe-au-Père*	10	0.0
Rimouski-Est	10	
Ste-Odile-sur-Rimouski	10	
St-Eugène-de-Ladrière	10	
St-Fabien	10	
St-Narcisse-de-Rimouski	10	
St-Valérien	10	

* Municipality with day care

SAGUENAY/LAC-SAINT-JEAN REGION (02)
DAY CARE CENTRES

Municipalities	Order of priority	% places, s. 41.7, 1 ^a par., subpar. 2 in municipalities with day care
1. MRC Maria-Chapdelaine: rate of coverage 19,2 % (deficit 173)		
Mistassini	9	
Normandin	9	
Albanel	10	
Dolbeau*	10	0.0
Girardville	10	
Ste-Jeanne-d'Arc	10	
St-Thomas-Didyme	10	

Municipalities	Order of priority	% places, s. 41.7, 1 ^{er} par., subpar. 2 in municipalities with day care
2. MRC Lac-Saint-Jean-Est: rate of coverage 25,1 % (deficit 309)		
Alma*	8	0.0
Delisle	9	
Desbiens	10	
Hébertville	10	
Hébertville-Station	10	
Labrecque	10	
Lac-à-la-Croix	10	
Lamarche	10	
L'Ascension-de-Notre-Seigneur	10	
Métabetchouan	10	
Ste-Monique	10	
St-Gédéon	10	
St-Ludger-de-Milot	10	
St-Nazaire	10	
3. MRC Le Fjord-du-Saguenay: rate of coverage 44,7 % (deficit 973)		
Chicoutimi*	5	0.0
La Baie*	6	0.0
Jonquière*	7	22.5
Lac-Kénogami	9	
Laterrière	9	
St-Ambroise	9	
St-Honoré	9	
Tremblay	9	
Bégin	10	
Ferland-et-Boilleau	10	
L'Anse-St-Jean	10	
Larouche	10	
Petit-Saguenay	10	
Rivière-Éternité	10	
St-David-de-Falardeau	10	
St-Félix-d'Otis	10	
St-Fulgence	10	
4. MRC Le Domaine-du-Roy: rate of coverage 49,3 % (deficit 176)		
Roberval*	9	0.0
Chambord	10	
Lac-Bouchette	10	
La Doré	10	
Mashteuiatsh	10	
Ste-Hedwidge	10	
St-Félicien*	10	0.0
St-François-de-Sales	10	
St-Méthode	10	
St-Prime	10	

* municipality with day care

municipality whose deficit is greater than 100 places

**QUÉBEC REGION (03)
DAY CARE CENTRES**

Municipalities	Order of priority	% places, s. 41.7, 1 ^{er} par., subpar. 2 in municipalities with day care
1. MRC Charlevoix-Est: rate of coverage 0,0 % (deficit 183)		
Clermont	9	
La Malbaie	9	
Cap-à-l'Aigle	10	
Notre-Dame-des-Monts	10	
Rivière-Malbaie	10	
St-Aimé-des-Lacs	10	
Ste-Agnès	10	
St-Fidèle-de-Mont-Murray	10	
St-Irénée	10	
St-Siméon Village	10	
2. MRC La Côte-de-Beaupré: rate of coverage 18,9 % (deficit 193)		
Boischatel	9	
Château-Richer	9	
L'Ange-Gardien	9	
Ste-Anne-de-Beaupré	10	
St-Ferréol-les-Neiges	10	
St-Joachim	10	
St-Tite-des-Caps	10	
3. MRC La Jacques-Cartier: rate of coverage 22,1 % (deficit 212)		
St-Gabriel-de-Valcartier	8	
Lac-Beauport	9	
Ste-Brigitte-de-Laval	9	
Stoneham-et-Tewkesbury	9	
Fossambault-sur-le-Lac	10	
Shannon	10	
4. MRC Portneuf: rate of coverage 28,2 % (deficit 216)		
Pont-Rouge	9	
St-Raymond Paroisse	9	
Cap-Santé	10	
Deschambault	10	
Notre-Dame-de-Portneuf	10	
Pointe-aux-Trembles	10	
Portneuf	10	
St-Alban SD	10	
St-Basile Paroisse	10	
St-Casimir SD	10	
Ste-Jeanne-de-Pont-Rouge	10	
St-Léonard-de-Portneuf	10	
St-Marc-des-Carières	10	
St-Ubalde	10	

Municipalities	Order of priority	% places, s. 41.7, 1 ^{er} par., subpar. 2 in municipalities with day care
5. MRC L'Île-d'Orléans: rate of coverage 59,1 % (deficit 27)		
St-Jean	10	
St-Laurent	10	
St-Pierre	10	
6. MRC Charlevoix: rate of coverage 64,5 % (deficit 33)		
Baie-St-Paul Paroisse	10	
Les Éboulements	10	
Rivière-du-Gouffre	10	
St-Hilarion	10	
St-Urbain	10	
7. MRC Communauté urbaine de Québec: rate of coverage 72,5 % (deficit 1 659)		
Beauport*	1	24.0
Charlesbourg*	3	44.0
Val-Bélair*	5	55.6
Lac-St-Charles*	7	100.0
St-Augustin-de-Desmaures*	7	29.3
St-Émile*	7	100.0
Cap-Rouge*	8	57.4
L'Ancienne-Lorette*	8	54.2
Loretteville*	8	0.0
Québec*	10	20.7
Vanier*	10	0.0
Wendake	10	

* municipality with day care

* municipality whose deficit is greater than 100 places

MAURICIE/BOIS-FRANCS REGION (04)
DAY CARE CENTRES

Municipalities	Order of priority	% places, s. 41.7, 1 ^{er} par., subpar. 2 in municipalities with day care
1. MRC Bécancour: rate of coverage 0,0 % (deficit 189)		
Bécancour	8	
Manseau	10	
Parisville	10	
Ste-Sophie-de-Lévrard	10	
St-Pierre-Les-Becquets	10	
St-Sylvère	10	

Municipalities	Order of priority	% places, s. 41.7, 1 ^{er} par., subpar. 2 in municipalities with day care
2. MRC Nicolet-Yamaska: rate of coverage 34,0 % (deficit 169)		
St-Jean-Baptiste-de-Nicolet	9	
Baie-du-Fèbvre	10	
Grand-St-Esprit	10	
La Visitation-de-Yamaska	10	
Notre-Dame-de-Pierreville	10	
Pierreville	10	
St-Célestin SD	10	
St-Célestin Village	10	
Ste-Eulalie	10	
Ste-Perpétue	10	
St-François-du-Lac Paroisse	10	
St-François-du-Lac Village	10	
St-Léonard	10	
St-Léonard-d'Aston	10	
St-Thomas-de-Pierreville	10	
St-Wenceslas SD	10	
St-Zéphirin-de-Courval	10	
3. MRC Maskinongé: rate of coverage 36,1 % (deficit 106)		
Maskinongé	10	
St-Alexis-des-Monts	10	
St-Barnabé	10	
Ste-Ursule	10	
St-Justin	10	
St-Léon-Le-Grand	10	
St-Paulin	10	
Yamachiche	10	
4. MRC Arthabaska: rate of coverage 42,0 % (deficit 379)		
Ste-Victoire-d'Arthabaska	8	
Victoriaville*	8	47.1
Arthabaska*	9	0.0
Chesterville	10	
Ham-Nord	10	
Kingsey Falls SD	10	
St-Albert-de-Warwick	10	
St-Christophe-d'Arthabaska	10	
Ste-Anne-du-Sault	10	
Ste-Clothilde-de-Horton Paroisse	10	
St-Louis-de-Blandford	10	
St-Norbert-d'Arthabaska	10	
St-Rosaire	10	
St-Samuel	10	
St-Valère	10	
Tingwick	10	
Warwick Canton	10	

Municipalities	Order of priority	% places, s. 41.7, 1 ^{er} par., subpar. 2 in municipalities with day care
5. MRC Francheville: rate of coverage 44,1 % (deficit 789)		
Cap-de-la-Madeleine*	7	0.0
Trois-Rivières Ouest*	7	0.0
Pointe-du-Lac	8	
Ste-Marthe-du-Cap-de-la-Madeleine	8	
St-Louis-de-France	8	
St-Étienne-des-Grès	9	
St-Maurice	9	
Batiscan	10	
Champlain	10	
Ste-Anne-de-la-Pérade	10	
Ste-Geneviève-de-Batiscan	10	
St-Luc-de-Vincennes	10	
St-Narcisse	10	
St-Stanislas	10	
Trois-Rivières*	10	0.0
6. MRC Drummond: rate of coverage 45,8 % (deficit 546)		
Grantham	8	
St-Nicéphore*	8	100.0
St-Charles-de-Drummond	9	
St-Cyrille-de-Wendover	9	
Wickham	9	
Durham-Sud	10	
Kingsey	10	
L'Avenir	10	
Lefebvre	10	
N.D.-du-Bon-Conseil Paroisse	10	
N.D.-du-Bon-Conseil Village	10	
St-Bonaventure	10	
Ste-Brigitte-des-Saults	10	
St-Edmond-de-Grantham	10	
St-Eugène	10	
St-Germain-de-Grantham Paroisse	10	
St-Germain-de-Grantham Village	10	
St-Guillaume Paroisse	10	
St-Guillaume Village	10	
St-Joachim-de-Courval	10	
St-Lucien	10	
St-Pie-de-Guire	10	
7. MRC Mékinac: rate of coverage 63,4 % (deficit 26)		
Hérouxville	10	
Lac-aux-Sables	10	
St-Adelphe	10	
Ste-Thècle SD	10	
St-Tite Paroisse	10	

Municipalities	Order of priority	% places, s. 41.7, 1 ^{er} par., subpar. 2 in municipalities with day care
8. MRC L'Érable: rate of coverage 65,9 % (deficit 72)		
Laurierville	10	
Lyster	10	
Notre-Dame-de-Lourdes	10	
Plessisville Paroisse	10	
Princeville Paroisse	10	
Ste-Julie	10	
9. MRC Le Haut-Saint-Maurice: rate of coverage 66,3 % (deficit 33)		
Haute-Mauricie	10	
Obedjiwan 28	10	
Weymontachie	10	
10. MRC Le Centre-de-la-Mauricie: rate of coverage 72,7 % (deficit 111)		
Grand-Mère*	9	0.0
Notre-Dame-du-Mont-Carmel	9	
Shawinigan*	9	0.0
Charette	10	
Lac-à-la-Tortue	10	
St-Boniface-de-Shawinigan	10	
St-Elie	10	

* municipality with day care
 municipality whose deficit is greater than 100 places

**ESTRIE REGION (05)
 DAY CARE CENTRES**

Municipalities	Order of priority	% places, s. 41.7, 1 ^{er} par., subpar. 2 in municipalities with day care
1. MRC Coaticook: rate of coverage 26,1 % (deficit 161)		
Barford	10	
Barnston	10	
Barnston-Ouest	10	
Coaticook*	10	0.0
Compton Canton	10	
Compton Station	10	
Compton Village	10	
Dixville	10	
East Hereford	10	
Martinville	10	
St-Herménégilde	10	
Stanstead-Est	10	

Municipalities	Order of priority	% places, s. 41.7, 1 ^{re} par., subpar. 2 in municipalities with day care
2. MRC Memphrémagog: rate of coverage 37,6 % (deficit 249)		
Magog Canton	9	0.0
Magog Ville*	9	
Austin	10	
Ayer's Cliff	10	
Beebe Plain	10	
Eastman	10	
Hatley Canton	10	
Hatley Partie-Ouest	10	
Omerville	10	
Orford	10	
Potton	10	
Ste-Catherine-de-Hatley	10	
Stanstead Plain	10	
Stukeley-Sud Village	10	
3. MRC Asbestos: rate of coverage 49,2 % (deficit 62)		
Danville	10	
Trois-Lacs	10	
Wotton	10	
4. MRC Le Granit: rate of coverage 56,6 % (deficit 75)		
Audet	10	
Courcelles	10	
Frontenac	10	
Lambton	10	
Nantes	10	
Notre-Dame-des-Bois	10	
St-Augustin-de-Woburn	10	
Ste-Cécile-de-Whitton	10	
St-Sébastien	10	
5. MRC Sherbrooke: rate of coverage 64,0 % (deficit 607)		
Fleurimont*	7	0.0
Rock Forest*	7	32.6
Ascot*	8	100.0
St-Élie-d'Orford*	8	100.0
Sherbrooke*	8	24.3
Deauville	9	
Waterville	10	
6. MRC Le Val-Saint-François: rate of coverage 69,8 % (deficit 90)		
Brompton	10	0.0
Cleveland	10	
Melbourne Canton	10	
St-Denis-de-Brompton	10	
St-François-Xavier-de-Brompton	10	
Stoke*	10	
Valcourt Canton	10	
Val-Joli	10	

Municipalities	Order of priority	% places, s. 41.7, 1 ^e par., subpar. 2 in municipalities with day care
7. MRC Le Haut-Saint-François: rate of coverage 105,6 % (deficit -9)		
Ascot-Corner	10	
Bury	10	
Ditton	10	
Eaton	10	
Sawyerville	10	
Scotstown	10	
Westbury	10	

* municipality with day care

municipality whose deficit is greater than 100 places

OUTAOUAIS REGION (07)
DAY CARE CENTRES

Municipalities	Order of priority	% places, s. 41.7, 1 ^e par., subpar. 2 in municipalities with day care
1. MRC Pontiac: rate of coverage 0,0 % (deficit 211)		
Fort-Coulonge	9	
Bristol	10	
Bryson	10	
Campbell's Bay	10	
Chapeau	10	
Clarendon	10	
Grand-Calumet	10	
Leslie-Clapham-et-Huddersfield	10	
L'Isle-aux-Allumettes	10	
Shawville	10	
2. MRC Les Collines-de-l'Ouataouais: rate of coverage 4,5 % (deficit 548)		
La Pêche	7	
Cantley	8	
Chelsea*	8	100.0
Pontiac	8	
Val-des-Monts	8	
L'Ange-Gardien	9	
N.-D.-de-la-Salette	10	
3. MRC Papineau: rate of coverage 29,7 % (deficit 137)		
Lochaber-Partie-Ouest	10	
Montebello	10	
Montpellier	10	
Plaisance	10	
St-André-Avellin Paroisse	10	
St-André-Avellin Village	10	
Ste-Angélique	10	
Thurso	10	

Municipalities	Order of priority	% places, s. 41.7, 1 ^{er} par., subpar. 2 in municipalities with day care
4. MRC La Vallée-de-la-Gatineau: rate of coverage 25,3 % (deficit 130)		
Blue Sea	10	
Bouchette	10	
Déléage	10	
Denholm	10	
Grand-Remous	10	
Low	10	
Messines	10	
Wright	10	
5. Communauté urbaine de l'Outaouais: rate of coverage 33,5 % (deficit 2 985)		
Aylmer*	1	20.5
Gatineau*	1	10.1
Hull*	1	0.0
Buckingham*	6	42.9
Masson*	8	0.0

* municipality with day care

municipality whose deficit is greater than 100 places

**ABITIBI/TÉMISCAMINGUE REGION (08)
DAY CARE CENTRES**

Municipalities	Order of priority	% places, s. 41.7, 1 ^{er} par., subpar. 2 in municipalities with day care
1. MRC Vallée-de-l'Or: rate of coverage 22,1 % (deficit 406)		
Val-d'Or*	6	0.0
Malartic	9	
Sullivan	9	
Lac-Simon	10	
Réservoir-Dozois ¹	10	
Rivière-Héva	10	
Senneterre Paroisse	10	
Val-Senneville	10	
Vassan	10	
2. MRC Abitibi-Ouest: rate of coverage 22,4 % (deficit 156)		
La Sarre*	10	0.0
Macamic Ville	10	
Normétal	10	
Palmarolle	10	
Pouliaries	10	
Ste-Germaine-Boulé	10	
St-Jacques-de-Dupuy	10	

Municipalities	Order of priority	% places, s. 41.7, 1 ^{er} par., subpar. 2 in municipalities with day care
3. MRC Abitibi: rate of coverage 25,7 % (deficit 217)		
Amos*	8	0.0
Barraute	10	
Fiedmont-et-Barraute	10	
La Corne	10	
Landrienne	10	
Preissac	10	
Ste-Gertrude-Manneville	10	
St-Félix-de-Dalquier	10	
St-Marc-de-Figuery	10	
St-Mathieu	10	
Trécesson	10	
4. MRC Rouyn-Noranda: rate of coverage 51,9 % (deficit 195)		
Évain	9	0.0
St-Guillaume-de-Granada	9	
Beaudry	10	
Bellecombe	10	
Cadillac	10	
D'Alembert	10	
Lac-Dufault	10	
McWatters	10	
Rouyn-Noranda*	10	
5. MRC Témiscamingue: rate of coverage 52,9 % (deficit 73)		
Bearn	10	
Laforce ²	10	
Laverlochère	10	
Lorrainville	10	
Notre-Dame-du-Nord	10	
St-Bruno-de-Guigues	10	
St-Édouard-de-Fabre	10	

1. The estimated deficit includes that of Grand-Lac-Victoria.

2. The estimated deficit includes that of Winneway.

* municipality with day care

² municipality whose deficit is greater than 100 places

CÔTE-NORD REGION (09)

DAY CARE CENTRES

Municipalities	Order of priority	% places, s. 41.7, 1 ^{er} par., subpar. 2 in municipalities with day care
1. MRC Minganie: rate of coverage 0,0 % (deficit 75)		
Havre-St-Pierre	9	
Natashquan 1	10	

Municipalities	Order of priority	% places, s. 41.7, 1 ^{er} par., subpar. 2 in municipalities with day care
2. MRC Côte-Nord-du-Golfe-Saint-Laurent: rate of coverage 0,0 % (deficit 82)		
Côte-Nord-du-Golfe-St-Laurent ¹	8	
La Romaine	10	
3. MRC La Haute-Côte-Nord: rate of coverage 0,0 % (deficit 105)		
Forestville	9	
Les Escoumins	10	
Sacré-Coeur	10	
Ste-Anne-de-Portneuf	10	
Tadoussac	10	
4. MRC Manicouagan: rate of coverage 29,2 % (deficit 276)		
Baie Comeau*	7	0.0
Betsiamites 3	9	
Chutes-aux-Outardes	10	
Pointe-aux-Outardes	10	
Pointe-Label	10	
Ragueneau	10	
5. MRC Sept-Rivières: rate of coverage 33,3 % (deficit 264)		
Sept-Îles*	6	0.0
Port-Cartier*	9	0.0
Maliotenam 27A	10	
Moisie	10	
Rivière-Pentecôte	10	
Sept-Îles 27	10	

1. The estimated deficit includes that of Pakuashipi.

* municipality with day care

■ municipality whose deficit is greater than 100 places

**GASPÉSIE/ÎLES-DE-LA-MADELEINE REGION (11)
DAY CARE CENTRES**

Municipalities	Order of priority	% places, s. 41.7, 1 ^{er} par., subpar. 2 in municipalities with day care
1. MRC Avignon: rate of coverage 15,7 % (deficit 107)		
Carleton	10	
Nouvelle	10	
Pointe-à-la-Croix	10	
Restigouche 1	10	
St-François-d'Assise	10	
St-Omer	10	

Municipalities	Order of priority	% places, s. 41.7, 1 ^{er} par., subpar. 2 in municipalities with day care
2. MRC Pabok: rate of coverage 22,8 % (deficit 115)		
Grande-Rivière	10	
Newport	10	
Pabos	10	
Percé	10	
Port-Daniel	10	
Ste-Germaine-de-L'Anse-Aux-Gascons	10	
Ste-Thérèse-de-Gaspé	10	
3. MRC La Côte-de-Gaspé: rate of coverage 25,9 % (deficit 172)		
Gaspé*	7	0.0
Cloridorme	10	
Grande-Vallée	10	
Murdochville	10	
4. MRC Les Îles-de-la-Madeleine: rate of coverage 35,1 % (deficit 74)		
Fatima	10	
Grande-Entrée	10	
Hayre-aux-Maisons	10	
L'Étang-du-Nord	10	
L'Île-du-Havre-Aubert	10	
5. MRC Denis-Riverin: rate of coverage 43,8 % (deficit 63)		
Cap-Chat	10	
St-Maxime-du-Mont-Louis	10	
Tourelle	10	
6. MRC Bonaventure: rate of coverage 68,0 % (deficit 48)		
Caplan	10	
New Carlisle	10	
Paspébiac	10	
St-Alphonse	10	
St-Siméon	10	

* municipality with day care

☐ municipality whose deficit is greater than 100 places

CHAUDIÈRE/APPALACHES REGION (12)
DAY CARE CENTRES

Municipalities	Order of priority	% places, s. 41.7, 1 ^{er} par., subpar. 2 in municipalities with day care
1. MRC Les Etchemins: rate of coverage 0,0 % (deficit 134)		
St-Prosper	9	
Lac-Etchemin	10	
Ste-Aurélie	10	
Ste-Justine	10	
St-Zacharie	10	

Municipalities	Order of priority	% places, s. 41.7, 1 ^{er} par., subpar. 2 in municipalities with day care
2. MRC Robert-Cliche: rate of coverage 20,5 % (deficit 159)		
St-Joseph-de-Beauce-Ville	9	
St-François-de-Beauce	10	
St-François-Ouest	10	
St-Frédéric	10	
St-Joseph-de-Beauce Paroisse	10	
St-Odilon-de-Cranbourne	10	
St-Victor	10	
St-Victor-de-Tring	10	
Tring Jonction	10	
3. MRC Lotbinière: rate of coverage 23,0 % (deficit 177)		
Laurier-Station	10	
Lotbinière	10	
N.-D.-du-Sacré-Coeur-d'Issoudun	10	
St-Agapit	10	
St-Antoine-de-Tilly	10	
Ste-Agathe Paroisse	10	
Ste-Croix Paroisse	10	
Ste-Croix Village	10	
St-Édouard-de-Lotbinière	10	
St-Flavien Paroisse	10	
St-Gilles	10	
St-Janvier-de-Joly	10	
St-Narcisse-de-Beaurivage	10	
St-Patrice-de-Beaurivage	10	
St-Sylvestre Paroisse	10	
Val-Alain	10	
4. MRC L'Islet: rate of coverage 25,4 % (deficit 103)		
L'Islet	10	
L'Islet-sur-Mer	10	
St-Aubert	10	
Ste-Louise	10	
Ste-Perpétue	10	
St-Eugène	10	
St-Pamphile	10	
5. MRC Montmagny: rate of coverage 26,4 % (deficit 156)		
Montmagny*	9	0.0
Berthier-sur-Mer	10	
Cap-Saint-Ignace	10	
Ste-Apolline-de-Patton	10	
St-Fabien-de-Panet	10	
St-François-de-la-Rivière-du-Sud	10	
St-Just-de-Bretenières	10	
St-Paul-de-Montminy	10	
St-Pierre-de-la-Rivière-du-Sud	10	

Municipalities	Order of priority	% places, s. 41.7, 1 ^{er} par., subpar. 2 in municipalities with day care
6. MRC L'Amiante: rate of coverage 41,1 % (deficit 176)		
Disraëli Ville	10	
East Broughton SD	10	
East Broughton Station	10	
Rivière-Blanche	10	
Robertsonville	10	
St-Jacques-de-Leeds	10	
St-Joseph-de-Coleraine	10	
St-Méthode-de-Frontenac	10	
St-Pierre-de-Broughton	10	
Thetford Mines*	10	27.7
Thetford Mines Partie-Sud	10	
7. MRC Beauce-Sartigan: rate of coverage 46,7 % (deficit 224)		
St-Georges*	9	72.2
St-Georges-Est	9	
Aubert-Gallion	10	
La Guadeloupe	10	
Notre-Dame-des-Pins	10	
St-Benoit-Labre	10	
St-Côme-de-Kennebec	10	
St-Ephrem-de-Beauce	10	
St-Gédéon Village	10	
St-Honoré	10	
St-Jean-de-la-Lande	10	
St-Martin	10	
8. MRC La Nouvelle Beauce: rate of coverage 46,7 % (deficit 106)		
St-Édouard-de-Frampton	10	
Ste-Hénédine	10	
St-Elzéar	10	
St-Elzéar-de-Beauce	10	
Ste-Marguerite	10	
Ste-Marie*	10	35.7
St-Isidore Paroisse	10	
St-Isidore Village	10	
Sts-Anges	10	
Taschereau-Fortier	10	
Vallée-Jonction	10	
9. MRC Les-Chutes-de-la-Chaudière: rate of coverage 48,9 % (deficit 455)		
St-Jean-Chrysostome*	7	55.6
St-Lambert-de-Lauzon	8	
Bernières*	9	0.0
Charny*	9	0.0
Ste-Hélène-de-Breakeyville	9	
St-Étienne-de-Lauzon*	9	0.0
St-Nicolas*	9	0.0
St-Rédempteur*	10	0.0
St-Romuald*	10	0.0

Municipalities	Order of priority	% places, s. 41.7, 1 ^{er} par., subpar. 2 in municipalities with day care
10. MRC Desjardins: rate of coverage 50,0 % (deficit 274)		
Lévis*	6	0.0
Pintendre*	9	100.0
St-Joseph-de-la-Pointe-de-Lévy	10	
11. MRC Bellechasse: rate of coverage 75,8 % (deficit 61)		
Honfleur	10	
St-Anselme Paroisse	10	
St-Anselme Village	10	
St-Cajetan-d'Armagh	10	
St-Charles-Borromée	10	
St-Gervais	10	
St-Lazare	10	
St-Léon-de-Standon	10	
St-Malachie	10	
St-Michel	10	
St-Philémon	10	
St-Raphaël Paroisse	10	
St-Raphaël Village	10	

* municipality with day care
municipality whose deficit is greater than 100 places

LANAUDIÈRE REGION (14)
DAY CARE CENTRES

Municipalities	Order of priority	% places, s. 41.7, 1 ^{er} par., subpar. 2 in municipalities with day care
1. MRC Montcalm: rate of coverage 12,6 % (deficit 174)		
St-Lin	9	
Laurentides	10	
St-Calixte	10	
Ste-Julienne*	10	0.0
St-Esprit	10	
St-Jacques Paroisse	10	
St-Jacques Village	10	
St-Liguori	10	
St-Roch-de-l'Achigan	10	
2. MRC Les Moulins: rate of coverage 15,7 % (deficit 1 484)		
Terrebonne*	1	44.4
Mascouche*	3	0.0
Lachenaie	4	
La Plaine	5	

Municipalities	Order of priority	% places, s. 41.7, 1 ^{er} par., subpar. 2 in municipalities with day care
3. MRC L'Assomption: rate of coverage 44,8 % (deficit 746)		
Repentigny*	5	69.1
Le Gardeur*	7	0.0
Charlemagne	8	
L'Assomption Ville*	8	100.0
L'Épiphanie Paroisse	9	
St-Gérard-Majella	9	
St-Sulpice	9	
L'Épiphanie Ville*	10	0.0
4. MRC D'Autray: rate of coverage 52,7 % (deficit 134)		
St-Antoine-de-Lavaltrie	9	
Lanoraie-D'Autray	10	
St-Barthélémy	10	
St-Charles-de-Mandeville	10	
St-Cuthbert	10	
St-Élizabeth	10	
St-Geneviève-de-Berthier	10	
St-Gabriel-de-Brandon	10	
St-Ignace-de-Loyola	10	
St-Joseph-de-Lanoraie	10	
St-Norbert	10	
5. MRC Joliette: rate of coverage 52,9 % (deficit 311)		
Joliette*	8	14.6
Crabtree	9	
St-Ambroise-de-Kildare	9	
St-Mélanie	9	
St-Paul	9	
St-Thomas	9	
Notre-Dame-de-Lourdes	10	
Notre-Dame-des-Prairies*	10	0.0
Sacré-Coeur-de-Crabtree	10	
6. MRC Matawinie: rate of coverage 54,7 % (deficit 143)		
Rawdon Canton	9	
St-Félix-de-Valois Paroisse	9	
Chertsey	10	
Entrelacs	10	
Manouane 26	10	
St-Alphonse-de-Rodriguez	10	
St-Côme	10	
St-Damien	10	
St-Béatrix	10	
St-Émilie-de-l'Énergie	10	
St-Marcelline-de-Kildare	10	
St-Félix-de-Valois Village	10	

* municipality with day care
 municipality whose deficit is greater than 100 places

**LAURENTIDES REGION (15)
DAY CARE CENTRES**

Municipalities	Order of priority	% places, s. 41.7, 1 ^{re} par., subpar. 2 in municipalities with day care
1. MRC Deux-Montagnes: rate of coverage 25,4 % (deficit 827)		
St-Eustache*	3	37.0
Deux-Montagnes*	6	0.0
Pointe-Calumet	8	
Ste-Marthe-sur-le-Lac*	8	100.0
St-Joseph-du-Lac	8	
Oka SD	10	
St-Placide Paroisse	10	
St-Placide Village	10	
2. MRC Thérèse-de-Blainville: rate of coverage 27,8 % (deficit 1 420)		
Ste-Thérèse*	3	0.0
Blainville*	4	50.0
Boisbriand*	6	38.0
Rosemère*	7	0.0
Ste-Anne-des-Plaines*	7	0.0
Bois-des-Filion*	8	0.0
Lorraine*	8	0.0
3. MRC Argenteuil: rate of coverage 30,4 % (deficit 192)		
Lachute*	8	0.0
Brownsburg	9	
Chatham	10	
Grenville Canton	10	
St-André-d'Argenteuil	10	
St-André-Est	10	
4. MRC Antoine-Labelle: rate of coverage 38,8 % (deficit 178)		
Des Ruisseaux	9	
Beaux-Rivages	10	
Ferme-Neuve Paroisse	10	
Ferme-Neuve Village	10	
Lac-des-Écorces	10	
Lac Nominique	10	
Marchand	10	
N.-D.-du-Laus	10	
St-Aimé-du-Lac-des-Iles	10	
Ste-Véronique	10	
Val-Barrette	10	
5. MRC La Rivière-du-Nord: rate of coverage 43,2 % (deficit 570)		
Bellefeuille*	7	100.0
St-Antoine	7	
Lafontaine	8	
Ste-Sophie	8	
Prévost*	9	0.0
St-Colomban	9	
St-Hippolyte	9	
New-Glasgow	10	

Municipalities	Order of priority	% places, s. 41.7, 1 ^{er} par., subpar. 2 in municipalities with day care
6. MRC Mirabel: rate of coverage 48,6 % (deficit 150)		
Mirabel*	7	0.0
7. MRC Les Laurentides: rate of coverage 50,2 % (deficit 157)		
Arundel	10	
Huberdeau	10	
Labelle	10	
Lac-Carré	10	
La Conception	10	
Lantier	10	
Mont-Tremblant	10	
Ste-Agathe-Nord	10	
Ste-Agathe-Sud	10	
St-Faustin	10	
St-Jovite Paroisse	10	
Val-David	10	
Val-Morin	10	
8. MRC Les-Pays-d'en-Haut: rate of coverage 9,6 % (deficit 59)		
Mont-Rolland	10	
Piedmont	10	
St-Adolphe-d'Howard	10	
Ste-Anne-des-Lacs	10	
Ste-Marguerite-du-Lac-Masson	10	
St-Sauveur	10	

* municipality with day care

■ municipality whose deficit is greater than 100 places

**MONTÉRÉGIE REGION (16)
DAY CARE CENTRES**

Municipalities	Order of priority	% places, s. 41.7, 1 ^{er} par., subpar. 2 in municipalities with day care
1. MRC Les Jardins-de-Napierville: rate of coverage 15,0 % (deficit 256)		
Napierville	9	
St-Jacques-Le-Mineur	9	
Hemmingford Canton	10	
St-Bernard-de-Lacolle	10	
St-Cyprien-de-Napierville	10	
Ste-Clothilde-de-Châteauguay	10	
St-Édouard	10	
St-Michel	10	
St-Patrice-de-Sherrington	10	
St-Rémi*	10	0.0

Municipalities	Order of priority	% places, s. 41.7, 1 ^{er} par., subpar. 2 in municipalities with day care
2. MRC Roussillon: rate of coverage 21,1 % (deficit 1 807)		
Châteauguay*	3	0.0
St-Constant*	3	100.0
Ste-Catherine	5	
La Prairie*	6	100.0
Candiac*	8	0.0
Kahnawake	8	
Mercier*	8	0.0
St-Philippe	8	
Delson*	9	0.0
Léry	9	
St-Isidore	9	
St-Mathieu	9	
3. MRC Les Maskoutains: rate of coverage 21,4 % (deficit 733)		
St-Hyacinthe*	6	32.4
Ste-Dominique	9	
Ste-Madeleine	9	
Ste-Rosalie Village	9	
St-Pie Paroisse	9	
St-Pie Village	9	
La Présentation	10	
N.D.-de-St-Hyacinthe	10	
St-Barnabé	10	
St-Bernard-partie-Sud	10	
St-Damase Paroisse	10	
St-Damase Village	10	
Ste-Hélène-de-Bagot	10	
Ste-Marie-Madeleine	10	
Ste-Rosalie Paroisse	10	
St-Hugues	10	
St-Hyacinthe-le-Confesseur	10	
St-Jude	10	
St-Liboire Paroisse	10	
St-Liboire Village	10	
St-Simon	10	
St-Valérien-de-Milton	10	
4. MRC La Vallée-du-Richelieu: rate of coverage 26,6 % (deficit 1 208)		
Chambly*	5	0.0
Beloil*	6	0.0
Carignan	7	
Otterburn Park	7	
St-Bruno-de-Montarville*	7	40.5
McMasterville	8	
Mont-St-Hilaire*	8	0.0
St-Basile-le-Grand*	8	100.0
St-Mathieu-de-Beloil	9	
St-Antoine-sur-Richelieu	10	
St-Charles	10	
St-Denis Paroisse	10	
St-Denis Village	10	

Municipalities	Order of priority	% places, s. 41.7, 1 ^{er} par., subpar. 2 in municipalities with day care
5. MRC Le Haut-Richelieu: rate of coverage 27,8 % (deficit 1 028)		
St-Luc*	5	0.0
St-Jean-sur-Richelieu*	6	0.0
L'Acadie	8	
St-Athanase	8	
Iberville*	9	100.0
St-Alexandre SD	9	
St-Blaise	9	
St-Grégoire-Le-Grand	9	
Henryville SD	10	
Henryville Village	10	
Lacolle	10	
Mont St-Grégoire	10	
N.D.-du-Mont-Carmel	10	
Noyan	10	
Ste-Anne-de-Sabrevois	10	
Ste-Brigide-d'Iberville	10	
St-Georges-de-Clarenceville	10	
St-Paul-de-l'Île-aux-Noix	10	
St-Sébastien	10	
St-Valentin	10	
Venise-en-Québec	10	
6. MRC Acton: rate of coverage 30,8 % (deficit 101)		
Roxton	10	
Roxton Falls	10	
St-André-d'Acton	10	
Ste-Christine	10	
St-Ephrem-d'Upton	10	
St-Nazaire-d'Acton	10	
St-Théodore-d'Acton	10	
Upton	10	
7. MRC Lajemmerais: rate of coverage 31,6 % (deficit 984)		
Ste-Julie*	4	48.1
Boucherville*	6	27.5
Varenes*	6	64.9
St-Amable	7	
Contrecoeur	8	
Verchères*	9	0.0
Calixa-Lavallée	10	
8. MRC La Haute-Yamaska: rate of coverage 35,0 % (deficit 625)		
Granby Ville*	5	18.1
Granby Canton	6	
St-Alphonse	9	
Ste-Cécile-de-Milton	9	
Shefford	9	
Roxton Pond Paroisse	10	
Roxton Pond Village	10	
St-Joachim-de-Shefford	10	

Municipalities	Order of priority	% places, s. 41.7, 1 ^{er} par., subpar. 2 in municipalities with day care
9. MRC Le Haut-Saint-Laurent: rate of coverage 35,0 % (deficit 132)		
Akwesasne	9	
Franklin	10	
Hinchinbrook	10	
St-Anicet	10	
Ste-Barbe	10	
St-Jean-Chrysostome	10	
St-Malachie-d'Ormstown	10	
Très-Saint-Sacrement	10	
10. MRC Vaudreuil-Soulanges: rate of coverage 35,7 % (deficit 840)		
Dorion	8	
Les Cèdres	8	
Ile Perrot*	8	100.0
Pincourt*	8	0.0
St-Lazare*	8	50.0
Vaudreuil*	8	100.0
Hudson*	9	100.0
Notre-Dame-de-l'Ile-Perrot	9	
Ste-Madeleine-de-Rigaud	9	
Coteau-Landing	10	
Coteau-Station	10	
Pointe-des-Cascades	10	
Rivière-Beaudette SD	10	
St-Clet	10	
Ste-Justine-de-Newton	10	
Ste-Marthe	10	
St-Polycarpe SD	10	
St-Télesphore	10	
Terrasse-Vaudreuil	10	
Très-St-Rédempteur	10	
Vaudreuil-sur-le-lac	10	
11. MRC Rouville: rate of coverage 37,3 % (deficit 261)		
St-Césaire Paroisse	9	
Ste-Marie-de-Monnoir	9	
St-Jean-Baptiste	9	
St-Mathias-sur-Richelieu	9	
St-Paul-d'Abbotsford	9	
Notre-Dame-de-Bon-Secours	10	
Richelieu	10	
St-Ange-Gardien	10	
Ste-Angèle-de-Monnoir	10	
St-Michel-de-Rougemont	10	

Municipalities	Order of priority	% places, s. 41.7, 1 ^{er} par., subpar. 2 in municipalities with day care	
12. MRC Beauharnois-Salaberry: rate of coverage 42,0 % (deficit 338)			
St-Thimothée SD	8	25.0	
Salaberry-de-Valleyfield*	8		
Grande-Ile	9		
Maple Grove	10		
Melocheville	10		
St-Etienne-de-Beauharnois	10		
St-Louis-de-Gonzague	10		
St-Paul-de-Châteauguay	10		
St-Stanislas-de-Kostka	10		
St-Urbain-Premier	10		
13. MRC Le Bas-Richelieu: rate of coverage 48,2 % (deficit 191)			
St-Pierre-de-Sorel	9	0.0	
Massueville	10		
St-Aimé	10		
Ste-Anne-de-Sorel	10		
Ste-Victoire-de-Sorel	10		
St-Joseph-de-Sorel	10		
St-Michel-d'Yamaska	10		
St-Ours	10		
St-Robert	10		
St-Roch-de-Richelieu	10		
Sorel*	10		
Yamaska-Est	10		
14. MRC Brome-Missisquoi: rate of coverage 49,6 % (deficit 241)			
Dunham	9	0.0	
Lac-Brome	9		
Bedford Canton	10		
Brigham	10		
Cowansville*	10		
East Farnham	10		
Farnham*	10		
Frelighsburg	10		
Notre-Dame-Stanbridge	10		
Rainville	10		
St-Armand-Ouest	10		
Ste-Sabine	10		
St-Ignace-de-Stanbridge	10		
Stanbridge	10		
Sutton Canton	10		
Sutton Ville	10		
15. MRC Champlain: rate of coverage 53,4 % (deficit 2 106)			
Longueuil*	1		22.7
St-Hubert*	1	37.4	
Brossard*	4	59.7	
St-Lambert*	7	0.0	
Lemoyne	8		

* municipality with day care

* municipality whose deficit is greater than 100 places

9. For the purposes of interregional allotment for day care centres in the Montréal and Laval regions, the rates of coverage of the needs of the L.C.S.C. territories, the estimated deficits in places of those territories and the

percentage of places for day care referred to in subparagraph 2 of the first paragraph of section 47.1 of the Act in those territories are indicated in the following tables.

Regulation respecting the annual fixing and allotment for new centres and agencies of the number of places for which an exemption, financial assistance or grants may be obtained (Order in Council 1845-92 dated 16 December 1992: ss. 19, 31, 32, 34 and 35)

**MONTRÉAL REGION (06)
DAY CARE CENTRES**

	Rate of coverage %	Estimated deficit in places	% of places s. 41.7, 1^{er} par., subpar. 2 of the Act
J.-Octave Roussin	23.3	747	0.0
St-Léonard	37.2	660	53.7
Pierrefonds	41.5	1 419	72.2
Du Vieux Lachine	47.9	473	22.3
Olivier-Guimond	53.4	248	31.3
Côte St-Luc/Hampstead	57.7	339	53.8
Mercier-Est/Anjou	61.5	439	32.7
Rivière-des-Prairies	62.9	342	60.7
Verdun/Côte St-Paul	64.1	398	22.5
Montréal-Nord	67.7	373	42.8
St-Michel	67.8	292	37.2
Parc-Extension	68.2	142	80.3
Lac St-Louis	68.4	382	64.8
Pointe St-Charles	69.0	54	16.7
Bordeaux/Cartierville	70.7	208	19.3
Hochelaga-Maisonneuve	71.9	163	14.4
Villeray	75.6	183	44.0
De Rosemont	83.1	156	31.5
N.-D.-de-G./Montréal-Ouest	92.0	73	43.9
St-Laurent	93.1	68	39.5
LaSalle	95.0	33	81.2

**LAVAL REGION (13)
DAY CARE CENTRES**

L.C.S.C.	Rate of coverage %	Estimated deficit in places	% of places s. 41.7, 1^{er} par., subpar. 2 of the Act
Sainte-Rose	18.3	1 682	13.8
Des Mille-Iles	35.0	429	26.0
Du Marigot	47.5	655	0.0
Norman-Bethune	53.5	651	60.8

10. For the purposes of the interregional allotment for home day care agencies for all regions except the Nord-du-Québec region, the rates of coverage of the needs and the estimated deficit in places of the regional

county municipalities (MRC) and, for the Montréal and Laval regions, of the L.C.S.C. territories, are indicated in the following tables.

Regulation respecting the annual fixing and allotment for new centres and agencies of the number of places for which an exemption, financial assistance or grants may be obtained (Order in Council 1845-92 dated 16 December 1992: s. 38, 1^{er} par., and s. 39)

**BAS SAINT-LAURENT REGION (01)
AGENCIES**

MRC	Rate of coverage %	Estimated deficit in places
Kamouraska	17.2	241
Rivière-du-Loup	38.8	278
Matane	42.9	153
La Matapédia	49.8	30
Rimouski-Neigette	57.7	285
Les Basques	61.5	39
Témiscouata	89.0	27
La Mitis	97.2	6

**SAGUENAY/LAC-SAINT-JEAN REGION (02)
AGENCIES**

MRC	Rate of coverage %	Estimated deficit in places
Lac Saint-Jean-Est	19.8	487
Le Domaine-du-Roy	20.7	318
Le Fjord-du-Saguenay	24.1	1 214
Marie-Chapelle	35.8	197

**QUÉBEC REGION (03)
AGENCIES**

MRC	Rate of coverage %	Estimated deficit in places
La Jacques-Cartier	0.0	344
La Côte-de-Beaupré	13.3	209
C.U.Q.	16.0	3 794
L'Île-d'Orléans	22.5	62
Charlevoix-Est	29.2	121
Charlevoix	52.2	64
Portneuf	54.2	211

**MAURICIE/BOIS-FRANCS REGION (04)
AGENCIES**

MRC	Rate of coverage %	Estimated deficit in places
Drummond	8.1	856
Francheville	12.8	1 023
Arthabaska	25.3	573
Le Centre-de-la-Mauricie	26.3	421
Maskinongé	32.3	157
L'Érable	42.6	198
Bécancour	45.9	111
Nicolet-Yamaska	53.3	142
Le Haut St-Maurice	63.3	58
Mékinac	71.9	39

**ESTRIE REGION (05)
AGENCIES**

MRC	Rate of coverage %	Estimated deficit in places
Le Val-St-François	3.1	468
Le Haut-St-François	3.3	262
Sherbrooke	11.7	1 160
Le Granit	23.3	214
Coaticook	36.6	144
Memphrémagog	44.1	254
Asbestos	57.1	75

**MONTREAL REGION (06)
AGENCIES**

L.C.S.C.	Rate of coverage %	Estimated deficit in places
Olivier-Guimond	0.0	153
Ahuntsic	1.3	293
Mercier-Est/Anjou	2.0	349
Côte St-Luc/Hampstead	2.1	236
St-Michel	3.9	249
Bordeaux/Cartierville	5.6	201
Parc Extension	5.7	115
Centre-Sud	6.4	73
Montréal-Nord	6.6	325
Rivière-des-Prairies	7.1	299
Du Vieux Lachine	7.2	245
De Rosemont	8.9	246
Villeray	9.0	201
Côte-des-Neiges	9.2	494
Pointe St-Charles	9.6	47
St-Léonard	10.0	289
Pierrefonds	10.3	702
Du Plateau Mont-Royal	13.2	138
Métro	13.3	72
Lac St-Louis	13.6	357

L.C.S.C.	Rate of coverage %	Estimated deficit in places
St-Louis-du-Parc	13.8	131
Verdun/Côte St-Paul	15.7	279
Centre-Ville	16.7	10
La Petite Patrie	21.6	131
Hochelaga-Maisonneuve	22.1	120
St-Laurent	37.2	181
LaSalle	43.7	116
J.-Octave Roussin	44.9	162
St-Henri	46.0	47
N.-D.-de-Grâce/Montréal-Ouest	48.8	150

OUTAOUAIS REGION (07)
AGENCIES

MRC	Rate of coverage %	Estimated deficit in places
La Vallée-de-la-Gatineau	0.0	201
Pontiac	0.0	198
C.U.O.	24.1	2 052
Les-Collines-de-l'Outaouais	43.2	197
Papineau	50.5	110

ABITIBI/TÉMISCAMINGUE REGION (08)
AGENCIES

MRC	Rate of coverage %	Estimated deficit in places
Témiscamingue	0.0	245
Vallée-de-l'Or	12.9	439
Rouyn-Noranda	15.2	391
Abitibi	16.1	261
Abitibi-Ouest	24.4	204

CÔTE-NORD REGION (09)
AGENCIES

MRC	Rate of coverage %	Estimated deficit in places
Caniapiscau	0.0	56
Côte-Nord-du-Golfe-St-Laurent	0.0	75
Minganie	0.0	92
Manicouagan	23.2	265
Sept-Rivières	47.5	166
La Haute-Côte-Nord	67.7	40

GASPÉSIE/ÎLES-DE-LA-MADELEINE REGION (11)
AGENCIES

MRC	Rate of coverage %	Estimated deficit in places
La Côte-de-Gaspé	0.0	222
Pabok	21.8	179
Bonaventure	28.7	174
Les Îles-de-la-Madeleine	34.4	124
Avignon	36.1	124
Denis-Riverin	39.7	76

CHAUDIÈRE/APPALACHES REGION (12)
AGENCIES

MRC	Rate of coverage %	Estimated deficit in places
Montmagny	0.0	211
Bellechasse	3.1	379
Beauce-Sartignan	10.0	585
Les Chutes-de-la-Chaudière	11.1	772
La Nouvelle-Beauce	12.4	276
L'Amiante	18.3	366
L'Islet	31.3	143
Robert-Cliche	35.1	168
Les Etchemins	38.8	120
Lotbinière	40.8	218
Desjardins	42.6	283

LAVAL REGION (13)
AGENCIES

L.C.S.C.	Rate of coverage %	Estimated deficit in places
Sainte-Rose	9.2	1 111
Du Marigot	12.4	695
Norman Bethune	15.5	750
Des Mille-Îles	18.0	377

LANAUDIÈRE REGION (14)
AGENCIES

MRC	Rate of coverage %	Estimated deficit in places
Matawinie	3.3	444
L'Assomption	10.5	1 220
Joliette	10.8	536
Montcalm	11.0	364
Les Moulins	17.6	1 168
D'Autray	22.2	350

**LAURENTIDES REGION (15)
AGENCIES**

MRC	Rate of coverage %	Estimated deficit in places
Argenteuil	0.0	282
Mirabel	0.0	242
Thérèse-D'Blainville	2.0	1 444
La Rivière-du-Nord	9.1	746
Antoine-Labelle	13.1	332
Les Laurentides	23.8	320
Deux-Montagnes	28.2	689
Les Pays-d'en-Haut	28.3	190

**MONTÉRÉGIE REGION (16)
TABLE 1 - AGENCIES**

MRC	Rate of coverage %	Estimated deficit in places
Acton	0.0	227
Le Bas-Richelieu	1.7	454
Champlain	7.5	2 949
Vaudreuil-Soulanges	8.5	1 079
Le Haut-Richelieu	9.0	1 041
La Vallée-du-Richelieu	10.8	1 243
Les Maskoutains	10.9	814
Rouville	12.9	399
Beauharnois-Salaberry	13.6	508
Le Haut-Saint-Laurent	14.2	302
Roussillon	16.8	1 317
La Haute-Yamaska	18.2	766
Lajemmerais	18.8	937
Les Jardins-de-Napierville	23.1	250
Brome-Missisquoi	34.3	383

Gouvernement du Québec

O.C. 330-94, 9 March 1994

An Act respecting the Caisse de dépôt
et placement du Québec
(R.S.Q., c. C-2)

**Caisse de dépôt et placement du Québec
— Internal management
— Amendments**

Regulation to amend the Regulation respecting the
internal management of the Caisse de dépôt et place-
ment du Québec

WHEREAS the board of directors of the Caisse de
dépôt et placement du Québec made, at its regular meet-
ing of 27 November 1992, the Regulation amending the

Regulation respecting the internal management of the
Caisse de dépôt et placement du Québec, attached hereto;

WHEREAS under section 13 of the Act respecting the
Caisse de dépôt et placement du Québec (R.S.Q.,
c. C-2), the regulations of the Caisse shall be submitted
to the Government for approval and published in the
Gazette officielle du Québec;

WHEREAS it is expedient to approve the Regulation
to amend the Regulation respecting the internal manage-
ment of the Caisse de dépôt et placement du Québec;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation
of the Minister of Finance:

THAT the Regulation of the Caisse de dépôt et place-
ment du Québec entitled "Regulation to amend the Regu-
lation respecting the internal management of the Caisse

de dépôt et placement du Québec", attached hereto, be approved.

BENOÎT MORIN,
Clerk of the Conseil exécutif

Regulation to amend the Regulation respecting the internal management of the Caisse de dépôt et placement du Québec

An Act respecting the Caisse de dépôt et placement du Québec
(R.S.Q., c. C-2, s. 13)

1. The Regulation respecting the internal management of the Caisse de dépôt et placement du Québec (R.R.Q., 1981, c. C-2, r. 2), amended by the Regulations approved by Orders in Council 3569-81 dated 22 December 1981, 2505-82 dated 3 November 1982, 2985-82 dated 21 December 1982, 980-85 dated 29 May 1985, 2444-85 dated 27 November 1985, 1468-87 dated 23 September 1987, 1869-87 dated 9 December 1987, 32-88 dated 13 January 1988, 663-88 dated 4 May 1988, 578-89 dated 19 April 1989, 1867-89 dated 6 December 1989, 359-90 dated 21 March 1990 and 437-92 dated 25 March 1992, is further amended by substituting the following Schedule for Schedule A:

"**SCHEDULE A**
(ss. 16 and 17)

**STAFF REQUIREMENTS OF THE
CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC**

(a) The authorized permanent staff of the Fund is made up of 350 posts, divided into the following functional groups:

- Officers and other appointees
- Professional staff
- Technical staff and support staff;

(b) The authorized casual staff of the Fund is made up of 50 posts, divided into the following functional groups:

- Officers
- Professional staff
- Technical staff and support staff."

2. This Regulation comes into force on the date of its approval by the Government.

8271

Gouvernement du Québec

O.C. 339-94, 9 March 1994

Designation of certain American States for the purposes of the Act respecting reciprocal enforcement of maintenance orders

WHEREAS it is expedient to facilitate the recourse of persons who, in Québec or in the American states named below, have maintenance claims to uphold against debtors residing or domiciled in the other state;

WHEREAS under section 10 of the of the Act respecting reciprocal enforcement of maintenance orders (R.S.Q., c. E-19), the Government may by order designate any state, province or territory which it considers to have legislation substantially similar to the provisions of that Act that authorizes the execution of judgments ordering payment of maintenance rendered in Québec;

WHEREAS the Gouvernement du Québec considers that the legislation concerning the reciprocal enforcement of maintenance orders in force in the American states named below is substantially similar to Québec legislation and the legislation of those states makes it possible to execute judgments ordering payment of maintenance and rendered in Québec;

WHEREAS it is in the interest of the persons residing or domiciled in Québec that the American states named below be designated as reciprocal states for the purposes of the Act respecting reciprocal enforcement of maintenance orders;

WHEREAS the authorities concerned in the American states named below have expressed the desire to see the persons residing or domiciled in their state benefit from the advantages of our Act respecting reciprocal enforcement of maintenance orders and have already designated Québec as a reciprocal state;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Minister of Justice and of the Minister of International Affairs, Immigration and Cultural Communities:

THAT the states of California, Florida, Massachusetts, New Jersey and Pennsylvania be designated as reciprocal states, in accordance with section 10 of the Act respecting reciprocal enforcement of maintenance orders;

THAT the Act apply, from the date on which this Order in Council is made, to judgments ordering payment of maintenance and rendered in those states;

THAT this Order in Council be published in the *Gazette officielle du Québec*.

BENOÎT MORIN,
Clerk of the Conseil exécutif

8276

Gouvernement du Québec

O.C. 350-94, 9 March 1994

An Act respecting the Société immobilière du Québec (R.S.Q., c. S-17.1)

**Delegation of signature
— Amendments**

By-law to amend the By-law respecting the delegation of signature by the Société immobilière du Québec

WHEREAS under section 17 of the Act respecting the Société immobilière du Québec (R.S.Q., c. S-17.1), no document is binding on the corporation unless it is signed by the president or, in the cases determined by by-law of the corporation, a person designated by the corporation;

WHEREAS under the second paragraph of section 17 of the Act, the corporation, by by-law, on the conditions it determines, allow a required signature to be affixed by means of an automatic device to the documents it determines, or a facsimile of a signature to be engraved, lithographed or printed on them;

WHEREAS by Order in Council 1426-93 dated 13 October 1993, the Government approved the By-law respecting the delegation of signature by the Société immobilière du Québec;

WHEREAS the corporation has amended the By-law respecting the delegation of signature by the Société immobilière du Québec;

WHEREAS under the second paragraph of section 15 of the Act, such by-law comes into force on the date of its approval by the Government or on any later date it determines;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister responsible for the administration of the Act respecting the Société immobilière du Québec:

THAT the By-law to amend the By-law respecting the delegation of signature by the Société immobilière du Québec, attached to this Order in Council, be approved.

BENOÎT MORIN,
Clerk of the Conseil exécutif

**By-law to amend the By-law respecting
the delegation of signature by the
Société immobilière du Québec**

An Act respecting the Société immobilière du Québec (R.S.Q., c. S-17.1, s. 17)

1. The By-law respecting the delegation of signature by the Société immobilière du Québec, approved by Order in Council 1426-93 dated 13 October 1993 is amended in section 1 by substituting the following for paragraph 6:

“(6) directors of property management, within their vice-presidency:

(a) contracts for maintenance, construction, layout, repair, concessions, preservation, services contracts, contracts for the leasing and acquisition of movable property, professional services contracts related to construction, layout, improvement and preservation, and proposals to clients;

(b) change orders and other amendments to the above-mentioned contracts and documents;”.

2. This By-law comes into force on the date of its approval by the Government.

8272



Draft Regulations

Draft Regulation

Transport Act
(R.S.Q., c. T-12, s. 5, par. f, and s. 5.1)

Bulk trucking — Amendments

Notice is hereby given, in accordance with sections 10 and 11 of the Regulations Act (R.S.Q., c. R-18.1), that the Regulation to amend the Regulation respecting bulk trucking, the text of which appears below, may be made by the Government upon the expiry of 45 days following this publication.

Any interested person having comments to make is asked to send them in writing, before the expiry of the 45-day period, to the Minister of Transport, 700, boulevard René-Lévesque Est, 29^e étage, Québec (Québec), G1R 5H1.

NORMAND CHERRY,
Minister of Transport

Regulation to amend the Regulation respecting bulk trucking

Transport Act
(R.S.Q., c. T-12, s. 5, pars. f and o)

1. The Regulation respecting bulk trucking (R.R.Q., 1981, c. T-12, r. 3), amended by the Regulations made by Orders in Council 901-82 dated 8 April 1982 (Suppl., p. 1250), 1392-83 dated 22 June 1983, 1326-86 dated 27 August 1986, 49-88 dated 13 January 1988, 137-89 dated 8 February 1989, 296-89 dated 1 March 1989, 563-90 dated 25 April 1990, 293-92 dated 26 February 1992 and 829-92 dated 3 June 1992, is further amended by substituting the following for the first paragraph of section 4:

"4. Notwithstanding any contradictory or incompatible provision in a regulation made under the Transport Act (R.S.Q., c. T-12), the holder of a bulk trucking permit may lease his truck to a person managing a forest operation of cutting and hauling if he has a written agreement with that person under which that person agrees to use the permit holder's services."

2. The Regulation is amended by inserting the following after section 22.1:

"22.2 An expired permit may be reinstated in accordance with section 37.1.1 of the Transport Act for any of the following reasons:

(1) the permit holder died within 60 days immediately preceding 30 June;

(2) the sole shareholder of the transportation company holding the permit died within 60 days immediately preceding 30 June;

(3) the permit holder was hospitalized for a period of 15 consecutive days immediately preceding 30 June due to an accident or illness;

(4) the sole shareholder of the transportation company holding the permit was hospitalized for a period of 15 consecutive days immediately preceding 30 June due to an accident or illness.

22.3 Where an application for reinstatement of a permit is made to the Commission for a reason not provided for in section 22.2, the reasons for its decision must include its assessment of the following factors:

(1) fairness towards permit holders, taking into account working conditions at the time of the application;

(2) the justification for the delay in submitting the application;

(3) the length of time during which the permit was not in use."

3. Section 34 is amended by substituting the words "and by the brokerage director for the zone of destination within the region to which his application relates" for the words "and by the brokerage director of the region to which his permit relates" in the third and fourth lines of the second paragraph.

4. Section 34.1 is amended by substituting the following for the first paragraph:

"The Commission shall consult the holder of a brokerage permit for the zone concerned in the region to which the application for a special permit relates, to

assess the proof given pursuant to subparagraph *b* of the first paragraph of section 34.”

5. The Regulation is amended by substituting the following for section 35:

“35. The Regulation respecting tariffs, rates and costs (R.R.Q., 1981, c. T-12, r. 15.1) applies to this Regulation.”

6. The Regulation is amended by substituting the following for the second paragraph of section 37:

“The classes of vehicles referred to in Schedule A to the Vehicle Load and Size Limits Regulation, made by Order in Council 1299-91 dated 18 September 1991, and those covered by a special permit issued under the Highway Safety Code (R.S.Q., c. C-24.2) apply to this section and to section 38.”

7. Section 41 is amended by inserting the words “and subject to the third paragraph of section 42” after the word “paragraph” in the second paragraph.

8. Section 42 is amended

(1) by inserting the following after the first paragraph:

“If no application for an updating is submitted in accordance with the first paragraph, the holder of a bulk trucking permit who has signed a standard-form contract in accordance with the second paragraph of section 41 is considered to be on the list of the Commission.”;

(2) by substituting the following for the third paragraph:

“When the name of the holder of a bulk trucking permit appears on the list of the members of a corporation applying for a brokerage permit without appearing on the list drawn up by the Commission and updated before 1 March, or where it appears on more than one list of members, the Commission shall not take into account the name of that member in calculating the representativeness required under the first paragraph of section 41.”;

(3) by inserting the following after the third paragraph:

“Notwithstanding the foregoing, when a brokerage permit is renewed in accordance with the first paragraph of section 47, the Commission shall hear, in the presence of the parties, the holder of a bulk trucking permit whose name appears on its list without appearing on the

list of the members of the corporation applying for renewal or whose name appears on more than one list of members.”; and

(4) by substituting “In exceptional circumstances,” for “For the purposes of the third paragraph,” in the first line.

9. Section 47 is amended by adding the following thereto:

“Notwithstanding the foregoing, a brokerage permit may be renewed without any formalities upon submission, in addition to the information and documents required under section 44, of the list of members that establishes the representativeness required under section 41.

A brokerage permit may be renewed without any formalities only if it was renewed the previous time in accordance with the first paragraph of section 47.”

10. Section 61.1 is amended by substituting “1230, 1304 and 1339 to 1343” for “981o to 981v”.

11. Section 62 is revoked.

12. This Regulation comes into force on the fifteenth day following the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec*.

8278

Draft Regulation

Transport Act
(R.S.Q., c. T-12)

Commission des transports du Québec — Rules of practice and rules for the internal management — Amendments

Regulation to amend the rules of practice and rules for the internal management of the Commission des transports du Québec

Notice is hereby given, in accordance with sections 10 and 11 of the Regulations Act (R.S.Q., c. R-18.1), that the Regulation to amend the Rules of practice and rules for the internal management of the Commission des transports du Québec, the text of which appears below, may be made by the Government upon the expiry of 45 days following this publication.

Any interested person having comments to make on the matter is asked to send them in writing, before the expiry of the 45-day period, to the Minister of Transport, 700, boulevard René-Lévesque Est, 29^e étage, Québec (Québec), G1R 5H1.

NORMAN CHERRY,
Minister of Transport

Regulation to amend the Rules of practice and rules for the internal management of the Commission des transports du Québec

Transport Act
(R.S.Q., c. T-12, s. 5, par. f, and s. 5.1)

1. The Rules of practice and rules for the internal management of the Commission des transports du Québec, made by Order in Council 147-82 dated 20 January 1982 (Suppl., p. 1254) and amended by Orders in Council 1394-83 dated 22 June 1983, 1801-83 dated 1 September 1983, 2347-83 dated 16 November 1983, 2722-83 dated 21 December 1983, 1153-84 dated 16 May 1984, 833-85 dated 1 May 1985, 1543-85 dated 24 July 1985, 2006-85 dated 25 September 1985, 2157-85 dated 16 October 1985, 1325-86 dated 27 August 1986, 48-88 dated 13 January 1988, 847-88 dated 1 June 1988, 140-89 dated 8 February 1989, 1295-90 dated 5 September 1990, 238-92 dated 19 February 1992 and 294-92 dated 26 February 1992, are further amended by inserting the following after section 40.1:

"E.1 Application for reinstatement of a permit under section 37.1.1 of the Transport Act

40.1.1 Reinstatement of a permit not renewed in accordance with section 37.1.1 of the Transport Act may be applied for in the same way as a temporary permit if the application was submitted within 12 months following the expiry of the permit and if one of the reasons invoked in support of the application is provided for in section 22.2 of the Regulation respecting bulk trucking.

Notwithstanding the foregoing, where the application for reinstatement of a permit invokes none of the reasons provided for in section 22.2 of the Regulation respecting bulk trucking, the application may be filed in the same manner as an application for a special permit."

2. Section 41 is amended

(1) by substituting the words "not referred to in the third and fourth paragraphs" for the words "not referred

to in the third paragraph", in the third line of the first paragraph; and

(2) by adding the following paragraph at the end:

"An application for the renewal of a brokerage permit, provided for in the second paragraph of section 47 of the Regulation respecting bulk trucking, shall be filed in the same manner as an application for a temporary permit."

3. This Regulation comes into force on the fifteenth day following the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec*.

8277

Draft Regulation

An Act respecting the Ministère des
Approvisionnement et Services
(R.S.Q., c. M-23.01)

Services contracts of government departments and public bodies — Amendments

Notice is hereby given, in accordance with sections 10 and 13 of the Regulations Act (R.S.Q., c. R-18.1), that the Regulation to amend the Regulation respecting services contracts of government departments and public bodies, the text of which appears below, may be made by the Government upon the expiry of 20 days following this publication.

Under section 12 of that Act, that proposed Regulation may be made at the expiry of a shorter period than the 45 days provided for in section 11 of that Act by reason of the urgency owing to the following circumstances:

— the Ministère des Ressources naturelles must begin issuing calls for tenders with respect to cadastral revision and renovation contracts not later than 31 May 1994, which is the period fixed to take into account the amount of time needed for the subsequent steps in the procedure for awarding contracts;

— it is advisable to shorten the publication period of that Regulation to 20 days so that those contracts may be awarded within the scheduled deadlines; and

— the Comité consultatif sur les modalités d'appel et d'évaluation des offres, consisting of people involved in the field of land surveying and government representa-

tives, has been consulted with respect to the content of that Regulation.

Any interested person having comments to make is asked to send them in writing, before the expiry of the 20-day period, to the Minister for Administration and the Public Service, édifice H, 875, Grande-Allée Est, 4^e étage, bureau 4.17, Québec (Québec), G1R 5R8.

MONIQUE GAGNON-TREMBLAY,
Minister for Administration
and the Public Service and
Chairman of the Conseil du trésor

Regulation to amend the Regulation respecting services contracts of government departments and public bodies

An Act respecting the Ministère des
Approvisionnement et Services
(R.S.Q., c. M-23.01, s. 7.1)

An Act respecting the Service des
achats du gouvernement
(R.S.Q., c. S-4)

1. The Regulation respecting services contracts of government departments and public bodies, made by Order in Council 1169-93 dated 18 August 1993 and amended by Order in Council 1810-93 dated 15 December 1993, is further amended by substituting the following for paragraph 2 of section 26:

"(2) in the case of a contract in the computers category or in the specialties of vertical aerial photography and cadastral revision and renovation, and whose estimated amount is equal to or greater than \$10 000; and"

2. The following is substituted for paragraph 3 of section 93:

"(3) level 3 comprises contracts whose estimated amount is equal to or greater than \$100 000, but is less than \$200 000, except for contracts relating to the specialties of vertical aerial photography and cadastral revision and renovation, in which case that level is set at \$100 000 or more."

3. The following is substituted for section 8 of Schedule 1:

"8. The project manager shall be a permanent resource of the supplier at the time the offer of services is submitted, except in the case of a contract relating to the

cadastral revision and renovation specialty, in which case the project manager may be an external resource at the time the offer of services is submitted, although, where the offer of services is accepted, he must become a permanent resource of the supplier for the period during which services are supplied; all the resources assigned to the project shall be domiciled in Québec."

4. The following is inserted in section 1 of Schedule 7 after the words "land surveying,":

"with the exception of the cadastral revision and renovation specialty,".

5. The following is substituted for section 1 of Schedule 8:

"1. Cadastral revision and renovation:

(1) The name of the supplier who usually carries out the work in the territory concerned may be added if that supplier is registered in the central register in the specialty and at the level concerned.

(2) Basic processing shall be carried out in respect of the subregional lists corresponding to the subregion where the work is to be carried out, and to the subregions adjacent to the subregion where the work is to be carried out that may be accessed by the numbered highway system.

(3) A supplier with more than one place of business shall be selected only once.

(4) Where basic processing yields fewer than 10 names, the names of suppliers in subregions bordering on all the subregions where the work is to be carried out shall be processed in accordance with section 107 of the Regulation.

(5) Where basic processing and the processing of suppliers in border subregions yield fewer than 5 names, the names of suppliers in subregions peripheral to all border subregions shall be processed in accordance with section 109 of the Regulation.

(6) The subregions to be considered for the purposes of the processing of suppliers in border or peripheral subregions shall be selected at random."

6. This Regulation comes into force on the fifteenth day following the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec*.

Draft Regulation

Professional Code
(R.S.Q., c. C-26)

Speech therapists and audiologists — Division of territory into regions for the purposes of elections to the Bureau — Amendments

Notice is hereby given, in accordance with sections 10 and 11 of the Regulations Act (R.S.Q., c. R-18.1), that the "Regulation to amend the Regulation dividing Québec into regions for the purposes of elections to the Bureau of the corporation professionnelle des orthophonistes et audiologistes du Québec", the text of which appears below, may be made by the Government upon the expiry of 45 days following this publication.

Any person having comments to make is asked to transmit them, before the expiry of the 45-day period, to the Chairman of the Office des professions du Québec, complexe de la place Jacques-Cartier, 320, rue Saint-Joseph Est, 1^{er} étage, Québec (Québec), G1K 8G5. These comments will be forwarded by the Office to the Minister responsible for the administration of legislation concerning the professions; they may also be forwarded to any professional corporation as well as to the persons, departments and agencies concerned.

ROBERT DIAMANT,
*Chairman of the Office
des professions du Québec*

Regulation to amend the Regulation dividing Québec into regions for the purposes of elections to the Bureau of the Corporation professionnelle des orthophonistes et audiologistes du Québec

Professional Code
(R.S.Q., c. C-26, s. 65)

1. The Regulation dividing Québec into regions for the purposes of elections to the Bureau of the Corporation professionnelle des orthophonistes et audiologistes du Québec (R.R.Q., 1981, c. C-26, r. 133) is amended by substituting the following for section 2:

"2. The Eastern region comprises the territory of regions 01, 02, 03, 04, 05, 09, 10, 11 and 12 as described in the Décret concernant la révision des limites des régions administratives du Québec (Décret 2000-87 dated

22 September 1987, amended by Décrets 1399-88 dated 14 September 1988 and 1389-89 dated 23 August 1989).

The Western region comprises the territory of regions 06, 07, 08, 13, 14, 15 and 16 as described in the Décret mentioned in the first paragraph."

2. This Regulation comes into force on the fifteenth day following the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec*.

8275



Erratum

An Act respecting collective agreement decrees
(R.S.Q., c. D-2)

Building service
— **Montréal**
— **Amendments**
— **Erratum**

Gazette officielle du Québec, Part 2, Laws and Regulations, No. 9 dated 2 March 1994

"Decree to amend the Decree respecting building service employees in the Montréal region" (Order in Council 262-94 dated 16 February 1994)

On page 1108, the words and dates "on 2 March 1994", appearing in the last sentence of paragraph *b* of section 1.01, introduced by section 1 of the amending decree, must read:

"On 17 March 1994"

8267

An Act respecting collective agreement decrees
(R.S.Q., c. D-2)

Casket
— **Amendments**
— **Erratum**

Gazette officielle du Québec, Part 2, Laws and Regulations, No. 9 dated 2 March 1994

"Decree to amend the Decree respecting the casket industry" (Order in Council 260-94 dated 16 February 1994)

On page 1104, the words and dates "on 2 March 1994", appearing in paragraph *a* of section 3.01, introduced by section 3 of the amending decree, must read:

"On 17 March 1994"

8269

An Act respecting collective agreement decrees
(R.S.Q., c. D-2)

Men's clothing
— **Amendments**
— **Erratum**

Gazette officielle du Québec, Part 2, Laws and Regulations, No. 9 dated 2 March 1994

"Decree to amend the Decree respecting the men's clothing industry" (Order in Council 261-94 dated 16 February 1994)

On page 1107, the title of the table of the hourly minimum wage rates which read "As of 94 03 02", mentioned in subsection (1) of section 9.02.4, introduced by section 1 of the amending decree, is replaced by the following:

"As of 94 03 17".

8268



Index Statutory Instruments

Abbreviations: A: Abrogated, N: New, M: Modified

Regulations — Statutes	Page	Comments
Building service — Montréal (An Act respecting collective agreement decrees, R.S.Q., c. D-2)	1259	Erratum
Bulk trucking (Transport Act, R.S.Q., c. T-12)	1253	Draft
Caisse de dépôt et placement du Québec — Internal management (An Act respecting the Caisse de dépôt et placement du Québec, R.S.Q., c. C-2)	1249	M
Caisse de dépôt et placement du Québec, An Act respecting the... — Caisse de dépôt et placement du Québec — Internal management (R.S.Q., c. C-2)	1249	M
Casket (An Act respecting collective agreement decrees, R.S.Q., c. D-2)	1259	Erratum
Child day care, An Act respecting... — New centres and agencies — Fixing and allotment for 1993-1994 of the number of places (R.S.Q., c. S-4.1)	1213	N
Collective agreement decrees, An Act respecting... — Casket	1259	Erratum
Collective agreement decrees, An Act respecting... — Men's clothing (R.S.Q., c. D-2)	1259	Erratum
Collective decrees, An Act respecting... — Building service — Montréal (R.S.Q., c. D-2)	1259	Erratum
Commission des transports du Québec — Rules of practice and rules for the internal management (Transport Act, R.S.Q., c. T-12)	1254	Draft
Courts of Justice Act — Supplementary benefits plan for judges (R.S.Q., c. T-16)	1211	M
Cree Hunters and Trappers Income Security Board — Certain contracts (Financial Administration Act, R.S.Q., c. A-6)	1212	N
Designation of certain American States for the purposes of the Act respecting reciprocal enforcement of maintenance orders (R.S.Q., c. E-19)	1250	N
Financial Administration Act — Cree Hunters and Trappers Income Security Board — Certain contracts (R.S.Q., c. A-6)	1212	N
Men's clothing (An Act respecting collective agreement decrees, R.S.Q., c. D-2)	1259	Erratum
Ministère des Approvisionnements et Services, An Act respecting the... — Cree Hunters and Trappers Income Security Board — Certain contracts (R.S.Q., c. M-23.01)	1212	N
Ministère des Approvisionnements et Services, An Act respecting the... — Services contracts of government departments and public bodies (R.S.Q., c. M-23.01)	1255	Draft

New centres and agencies — Fixing and allotment for 1993-1994 of the number of places (An Act respecting child day care, R.S.Q., c. S-4.1)	1213	N
Professional Code — Speech therapists and audiologists — Division of territory into regions for the purposes of elections to the Bureau (R.S.Q., c. C-26)	1257	Draft
Services contracts of government departments and public bodies (An Act respecting the Ministère des Approvisionnements et Services, R.S.Q., c. M-23.01)	1255	Draft
Speech therapists and audiologists — Division of territory into regions for the purposes of elections to the Bureau (Professional Code, R.S.Q., c. C-26)	1257	Draft
Supplementary benefits plan for judges (Courts of Justice Act, R.S.Q., c. T-16)	1211	M
Transport Act — Bulk trucking (R.S.Q., c. T-12)	1253	Draft
Transport Act — Commission des transports du Québec — Rules of practice and rules for the internal management (R.S.Q., c. T-12)	1254	Draft



Port de retour garanti
Gazette officielle du Québec
1500-D, boul. Charest Ouest, 1^e étage
Sainte-Foy (Québec)
G1N 2E5

ISSN 0703-5756

